

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
7 juillet 2005
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 5 juillet 2005, adressée au Président
du Conseil de sécurité par la Présidente du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Suite à ma lettre en date du 3 mai 2005 (S/2005/293), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le quatrième rapport que la Slovénie a présenté au Comité contre le terrorisme en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissante de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

La Présidente du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(Signé) Ellen Margrethe Løj



Annexe

**Lettre datée du 30 juin 2005, adressée
à la Présidente du Comité contre le terrorisme
par le Représentant permanent de la Slovénie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

D'ordre de mon gouvernement, et comme suite à votre lettre du 6 avril 2005, j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint le quatrième rapport présenté par la République de Slovénie sur les mesures antiterroristes qu'elle a prises en application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

Le Gouvernement slovène se tient prêt à fournir toute autre information requise par le Comité contre le terrorisme.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la République de Slovénie
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Roman **Kirn**

Pièce jointe

Quatrième rapport présenté par la République de Slovénie sur les mesures antiterroristes qu'elle a prises en application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité

1. Mesures d'application

Criminalisation du financement du terrorisme

1.1 Le Comité contre le terrorisme accueille avec satisfaction le rapport intérimaire concernant l'amendement du Code pénal, mentionné à la page 3 du troisième rapport, qui vise à assurer la mise en œuvre effective des dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 1 de la résolution (comme indiqué en réponse à la question 1.2 qui figure dans la lettre du Comité (S/AC.40/2002/MS/OC.224) en date du 4 avril 2003. Si des amendements ont été adoptés, veuillez en fournir le texte au Comité.

La loi portant modification du Code pénal qui érige également en infraction pénale le financement du terrorisme a été adoptée en avril 2004 et publiée dans le *Uradni list Republike Slovenije* n° 40/04 (Journal officiel de la République de Slovénie) du 20 avril 2004.

Le Code pénal qui vient d'être amendé¹ s'aligne sur les dispositions de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme – ci-après dénommée « la Convention² » – ratifiée en 2004 par la République de Slovénie.

La loi portant modification du Code pénal a ajouté au Code pénal l'article 388a) définissant l'infraction pénale que constitue le financement d'activités terroristes. Le paragraphe 1 énumère les articles du Code pénal qui définissent les infractions pénales qu'inclut l'infraction pénale de financement des activités terroristes. D'autres infractions pénales avec violence sont aussi ajoutées à cette liste, conformément aux obligations qu'impose la Convention; il faut toutefois qu'il s'agisse d'infractions visant à détruire l'ordre constitutionnel de la République de Slovénie, à troubler gravement l'ordre public ou l'économie, à causer la mort de personnes qui ne participent pas activement aux conflits armés ou à les blesser gravement, à intimider la population ou forcer l'État ou une organisation internationale à agir ou, au contraire, à s'abstenir d'agir.

Le paragraphe 2 de l'article 388a satisfait à l'obligation imposée par la Convention de criminaliser la collecte de fonds aux fins des infractions définies au paragraphe 1 même si les fonds ou biens fournis ou recueillis ne sont pas utilisés pour commettre de telles infractions.

Le paragraphe 2 de l'article 388a définit la forme aggravée de la nouvelle infraction pénale en précisant que cette condition est remplie si l'infraction est commise au sein d'une association de malfaiteurs.

Conformément à la taxinomie du code pénal, le paragraphe 4 stipule qu'il convient de saisir de tels fonds et biens.

¹ Ur. l. RS, n° 95/04 – texte codifié officiellement.

² Loi ratifiant la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, Ur. l. RS-MP, n° 21/04.

L'article 338a du Code pénal se lit comme suit :

« Financement d'activités terroristes
Article 388a

1) Quiconque fournit ou collecte des fonds ou des biens destinés, en tout ou en partie, à la commission des infractions pénales visées aux articles 144, 330, 331, 352, 353, 354, 355, 360, 388, 389 ou 390 du présent Code ou de tout autre acte violent ayant pour objectif de détruire l'ordre constitutionnel de la République de Slovénie, de troubler gravement l'ordre public ou l'économie, de causer la mort de personnes qui ne participent pas activement aux conflits armés ou de les blesser gravement, d'intimider la population ou de forcer l'État ou une organisation internationale à agir ou, au contraire, à s'abstenir d'agir, est passible d'une peine de prison allant d'un à dix ans.

2) Quiconque commet l'une des infractions visées au paragraphe ci-dessus encourra la même peine, même si les fonds ou biens fournis ou recueillis ne sont pas utilisés pour commettre les infractions pénales visées dans ledit paragraphe.

3) Si l'une des infractions visées aux paragraphes ci-dessus est commise dans le cadre d'une association de malfaiteurs, son auteur est passible d'une peine de prison de trois ans au moins.

4) Les fonds et biens visés aux paragraphes ci-dessus seront confisqués. »

1.2 Le Comité souhaiterait également recevoir un rapport d'étape ainsi qu'un aperçu des mesures adoptées pour assurer la mise en oeuvre effective des dispositions de l'alinéa c) du paragraphe 1 de la résolution évoquées à la page 4 du troisième rapport.

L'application des sanctions internationales est réglementée par la loi sur les mesures restrictives (Ur. l. RS, n° 35/01) et par la loi portant amendement de la loi sur les mesures restrictives (Ur. l. RS, n° 59/02). Cette loi autorise le Gouvernement de la République slovène à adopter des décrets transposant les dispositions des sanctions internationales dans la législation nationale. Le 23 janvier 2003, le Gouvernement slovène a mis en place un Groupe de travail interdépartemental chargé de l'application des mesures restrictives et du suivi des activités relatives à la lutte contre le terrorisme.

Sur la base de la loi sur les mesures restrictives, le Gouvernement de la République de Slovénie a adopté :

- Un décret sur les mesures à l'encontre de l'Iraq;
- Un décret sur les mesures à l'encontre de l'UNITA;
- Un décret sur les mesures à l'encontre des Taliban (Afghanistan);
- Un décret sur les mesures à l'encontre de la République fédérale de Yougoslavie;
- Un décret portant sur l'expiration du décret sur les mesures à l'encontre de l'UNITA (Angola);
- Un décret portant amendement du décret sur les mesures à l'encontre de l'Iraq;

- Un décret sur les mesures à l'encontre de la Sierra Leone;
- Un décret sur les mesures à l'encontre de l'Érythrée et de l'Éthiopie;
- Un décret sur les mesures à l'encontre du Rwanda;
- Un décret sur les mesures à l'encontre du Libéria;
- Un décret sur les mesures à l'encontre de la Somalie;
- Un décret portant amendement du décret sur les mesures à l'encontre des Taliban (Afghanistan).

Les projets de décret suivants ont été présentés pour examen au Gouvernement de la République de Slovénie en 2005 (situation en date du 20 mai 2005) :

- Projet de décret portant sur l'expiration du décret sur les mesures à l'encontre des Taliban;
- Projet de décret concernant les mesures restrictives à l'encontre de certaines personnes et entités en vue de combattre le terrorisme;
- Projet de décret instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre d'Oussama ben Laden, du réseau Al-Qaida et des Taliban ainsi que de certaines personnes et certains groupes, sociétés et entités qui leur sont associés;
- Projet de décret concernant les mesures restrictives à l'encontre du Myanmar (Birmanie);
- Projet de décret concernant les mesures restrictives à l'encontre du Zimbabwe;
- Projet de décret concernant les mesures restrictives à l'encontre de la Libye;
- Projet de décret concernant les mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo.

1.3 Le CCT note que selon la réponse faite par la Slovénie à la question de la réglementation des systèmes parallèles de transfert de fonds, il n'existe pas en Slovénie d'organismes offrant ces services (voir p. 4 du troisième rapport). À cet égard, le Comité souhaiterait obtenir des éclaircissements sur la manière dont la Slovénie identifie les systèmes parallèles de transfert de fonds et s'assure qu'ils n'opèrent pas dans le pays, ou tout au moins pas de manière illégale. Si des systèmes parallèles de remise de fonds opérant de manière illégale ont été identifiés par la Slovénie, veuillez expliquer les dispositions et les mesures qui ont été adoptées pour mettre fin à leurs activités.

En Slovénie, les transferts de fonds ne peuvent se faire que par l'intermédiaire des banques ou du système de paiement international institué par la Western Union – service offert par deux banques et que seules les agences de ces deux banques peuvent assurer. La Banque de Slovénie contrôle les activités des banques et des autres institutions financières. À ce jour, ni les organismes de contrôle ni les autorités de police de la Slovénie n'ont détecté l'existence d'un système parallèle de transfert de fonds; ils n'ont pas non plus reçu d'informations en provenance de l'étranger faisant état de l'existence d'un tel système.

1.4 Le Comité souhaiterait savoir où en est l'adhésion de la Slovénie à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme.

L'Assemblée nationale slovène a ratifié la Convention le 15 juillet 2004. La République de Slovénie a déposé l'instrument de ratification le 23 septembre 2004 et la Convention est entrée en vigueur pour la Slovénie le 23 octobre 2004 (coordonnées de la notification du dépositaire : C.N.979.2004, TRAITÉS-35 du 23 septembre 2004).

Effectivité de la protection du système financier

1.5 Le Comité aimerait connaître dans leurs grandes lignes les changements et modifications apportés à la loi relative aux procédures pénales en ce qui concerne la communication d'informations confidentielles par les banques, caisses d'épargne et autres institutions intervenant dans les opérations financières dans le cadre des efforts visant à obtenir des renseignements sur le terrorisme international et son financement, comme indiqué par la Slovénie dans l'annexe à son rapport concernant l'échange d'informations sur le Code de conduite relatif aux aspects politico-militaires de la sécurité.

La demande d'explication du Comité concerne les modifications apportées à la loi relative aux procédures pénales³ en ce qui concerne l'obtention d'informations confidentielles auprès d'organisations financières dans le cadre des procédures d'instruction et des procédures pénales. Pour y donner suite, la Slovénie communique également au Comité le texte de l'article pertinent de la loi relative aux procédures pénales.

La loi modifiant et complétant la loi relative aux procédures pénales⁴ de 2003 contient un article 156 modifié, qui définit la procédure d'obtention d'informations et de documents confidentiels sur les opérations financières et autres effectuées par un suspect, un défendeur ou toute autre personne dont on peut raisonnablement présumer qu'elle est impliquée dans de telles opérations (« ordonnance de production »). Sur proposition dûment motivée du procureur public, le juge d'instruction peut donner à une banque, une caisse d'épargne ou un établissement de crédit et d'épargne l'ordre de lui divulguer ce type d'information. Entre autres conditions de la levée du secret bancaire, il est stipulé au premier paragraphe de l'article 156 de la loi relative aux procédures pénales que les données demandées doivent pouvoir constituer un élément de preuve dans le cadre de la procédure pénale ou être indispensables aux fins de la saisie d'objets ou de la présentation d'une demande de saisie de revenus de patrimoine ou de biens de valeur équivalente.

Les paragraphes 3 et 4 prévoient la mise sous surveillance, en collaboration avec une organisation financière, des opérations du suspect sur ses comptes (« ordonnance de mise sous surveillance »). Les conditions requises sont les mêmes que pour l'ordonnance visée au premier paragraphe s'agissant de la divulgation d'informations relatives à des opérations ou à des affaires (dans l'ordonnance, le juge d'instruction doit fixer le délai dans lequel l'organisation financière est tenue de lui communiquer les informations demandées) que fait ou entend faire par l'intermédiaire d'organisations financières le suspect ou toute autre personne dont

³ Ur. l. RS, n° 96/04 – texte unifié officiel, 2.

⁴ Ur. l. RS, n° 56/03.

on peut raisonnablement présumer qu'elle a eu part aux opérations du suspect ou du défendeur. Cette mesure peut être appliquée pour une durée de trois mois au maximum, qui peut être prolongée jusqu'à six mois pour raisons exceptionnelles.

Conformément au paragraphe 5 de l'article 156, l'organisation financière peut ne pas informer son client ou un tiers qu'elle a communiqué des données et des documents au juge d'instruction.

L'article 156 susmentionné de la loi relative aux procédures pénales se lit comme suit :

« Article 156

1) Sur proposition dûment motivée du procureur public, le juge d'instruction peut donner à une banque, une caisse d'épargne ou un établissement de crédit et d'épargne l'ordre de lui divulguer des informations et de lui faire tenir des documents sur les dépôts, les relevés de compte et les opérations de compte ou d'autres opérations du suspect, du défendeur et de toute autre personne dont on peut raisonnablement présumer qu'elle est impliquée dans les opérations financières et autres du suspect ou du défendeur, si ces données peuvent constituer un élément de preuve dans le cadre de la procédure pénale ou sont indispensables aux fins de la saisie d'objets ou de la présentation d'une demande de saisie de revenus du patrimoine ou de biens de valeur équivalente.

2) La banque, la caisse d'épargne ou l'établissement de crédit et d'épargne doivent immédiatement transmettre au juge d'instruction les données et documents visés au précédent paragraphe.

3) Si les conditions énoncées au premier paragraphe du présent article sont remplies, le juge d'instruction peut, sur proposition dûment motivée du procureur public, donner l'ordre à une banque, une caisse d'épargne ou un établissement de crédit et d'épargne de surveiller les opérations financières du suspect, du défendeur et de toute autre personne dont on peut raisonnablement présumer qu'elle est impliquée dans les opérations financières et autres du suspect ou du défendeur, et de lui divulguer des informations confidentielles sur les opérations ou les affaires que font ou entendent faire les individus en question par l'intermédiaire de ces organisations ou services. Dans l'ordonnance, le juge d'instruction doit fixer le délai dans lequel la banque, la caisse d'épargne ou l'établissement de crédit et d'épargne sont tenus de lui communiquer les informations demandées.

4) La mesure décrite au paragraphe précédent peut être appliquée pour une durée de trois mois au maximum, qui peut être prolongée jusqu'à six mois pour raisons exceptionnelles, sur demande du procureur public.

5) La banque, la caisse d'épargne ou l'établissement de crédit ou d'épargne peuvent ne pas informer leurs clients ou des tiers qu'ils ont communiqué ou qu'ils communiqueront des données et des documents au juge d'instruction. »

1.6 Aux fins de la bonne application de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution, il est indispensable que les États disposent d'un mécanisme efficace de prévention et de répression du financement des actes de terrorisme. À cet égard, le Comité aimerait savoir si les autorités administratives et d'enquête,

les autorités chargées des poursuites et les autorités judiciaires reçoivent, en vue de l'application de la législation en vigueur, une formation spéciale axée sur :

- **La typologie et les tendances des méthodes et techniques de financement du terrorisme;**
- **Les techniques de localisation des biens qui sont le produit d'infractions ou qui servent au financement du terrorisme, en vue de leur gel, saisie ou confiscation.**

Veillez décrire les programmes ou cours offerts dans ce domaine, et tout mécanisme ou programme mis en place pour former les différents acteurs financiers aux méthodes de détection des opérations suspectes et inhabituelles liées aux activités terroristes, ainsi qu'aux méthodes de prévention des mouvements de fonds illicites.

Faute de procédure nationale en la matière, la police slovène suit la plupart du temps les pratiques d'autres pays, en particulier celles à l'efficacité avérée. Forte de l'expérience et des méthodes qui lui sont propres tant à l'échelle nationale qu'au niveau de la coopération régionale, la Slovénie a établi des directives spécifiques concernant les domaines suivants :

- Le financement du terrorisme, notamment sa typologie et les tendances observées. Ces directives portent également sur les indices et indicateurs, les sources de financement et les méthodes de transfert de moyens. Elles sont essentiellement à caractère préventif, et ont pour objectif de détecter à temps, le cas échéant, les préparatifs d'un attentat, afin d'en éviter les conséquences et de garantir la saisie des moyens avant leur envoi ou leur transfert dans un autre pays;
- Les techniques de localisation des avoirs et la saisie ou la confiscation des moyens qui sont le produit d'infractions pénales ainsi que de ceux qui sont d'origine légale mais qui pourraient néanmoins être utilisés pour préparer ou mener des activités terroristes. Un aide-mémoire a été consacré aux résultats attendus des mesures prises, aux méthodes d'obtention et aux sources des données, aux méthodes et techniques à appliquer pour démontrer l'illégalité de certaines activités, aux méthodes permettant de déterminer la valeur de revenus de patrimoine illicites, et à la procédure en vigueur pour obtenir qu'il soit donné suite à titre provisoire à une demande de saisie de tels revenus, entre autres. Dans le cadre des formations proposées chaque année, en particulier dans le domaine de la répression de la criminalité économique, il est prévu d'organiser des activités supplémentaires afin d'inclure notamment les techniques de blanchiment d'argent et leur utilisation aux fins du financement du terrorisme ou du transfert de moyens.

En République de Slovénie, c'est la Cour suprême qui dispense une formation aux juges et pourvoit à son organisation, avec le soutien financier du centre de formation des juges. L'Association des juges et les tribunaux supérieurs organisent également chaque année certains cours. Le programme de formation est conçu par le conseil des programmes du centre de formation des juges.

Depuis huit ans, des cours de trois jours consécutifs sont organisés plusieurs fois par an dans les écoles de juges. Chacun de ces établissements compte en

moyenne 150 étudiants et se consacre à différents thèmes et questions dans un domaine particulier du droit. Les thèmes retenus ont trait à des questions concrètes de jurisprudence qui nécessitent une étude poussée, ainsi qu'à des domaines couverts par la loi modifiant et complétant la loi relative aux procédures pénales et par le Code pénal.

Des cours de ce type, adaptés aux pouvoirs et fonctions des procureurs publics, sont aussi offerts dans les écoles de procureurs publics. Par ailleurs, des cours et des consultations sont organisés à l'intention des procureurs publics dans les domaines susmentionnés en collaboration avec le Bureau du Procureur général de la République de Slovénie et la Direction générale de la police et le Bureau pour la prévention du blanchiment d'argent du Ministère de l'intérieur.

Pour l'instant, le Bureau pour la prévention du blanchiment d'argent n'est pas légalement compétent pour détecter les actes de financement du terrorisme; il est seulement autorisé à prévenir, analyser et signaler toute opération que l'on suspecte d'être liée à l'infraction pénale de blanchiment d'argent. À titre exceptionnel, le Bureau peut exercer certains pouvoirs en rapport à la lutte contre le financement du terrorisme lorsqu'il y a de bonnes raisons de suspecter une infraction pénale de blanchiment d'argent, si celle-ci fait suite à une infraction pénale de financement du terrorisme. Par ailleurs, en vertu du paragraphe 3 de l'article 22 de la loi relative à la prévention du blanchiment d'argent, si le Bureau commence à collecter des éléments d'information sur un possible blanchiment d'argent et qu'il établit, en analysant les données, informations et documents disponibles, qu'il y a peut-être eu une infraction pénale grave de financement du terrorisme ou une autre infraction liée au terrorisme, il peut informer les autorités compétentes (la police, le bureau du procureur public, l'Agence de renseignement et de sécurité slovène et d'autres organes d'État) de ses conclusions par voie de notification écrite.

Il faudra attendre l'adoption de la loi portant modification de la loi relative à la prévention du blanchiment d'argent pour que de nouveaux pouvoirs soient conférés au Bureau dans ce domaine. Le Bureau et le Ministère des finances s'attaqueront à son élaboration immédiatement après l'adoption de la troisième directive sur la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment d'argent et du financement du terrorisme. Il sera stipulé dans ces modifications, qui devraient être adoptées d'ici à mai 2006 au plus tard, que toute opération dont on suspecte qu'elle est liée au financement du terrorisme doit être signalée au Bureau, qui deviendra ainsi le centre de liaison pour la collecte de données sur les opérations suspectes dans le cadre de la lutte contre le financement du terrorisme et de la coopération internationale dans ce domaine.

Même s'il n'exerce pas pour l'instant les pouvoirs qui ne lui seront conférés qu'après la modification de la loi relative à la prévention du blanchiment d'argent, le Bureau dispose déjà de l'expertise requise dans ce domaine, dans la mesure où plusieurs de ses agents ont participé au cours des quatre dernières années à différents séminaires et à d'autres activités de formation consacrés à la prévention et à la détection des activités de financement du terrorisme, organisés en Slovénie et à l'étranger sous les auspices d'organisations internationales. À cet égard, deux représentants du Bureau sont intervenus devant le Conseil de l'Europe (dans le cadre du Comité MONEYVAL) pour évaluer l'efficacité des mesures prises pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans d'autres pays.

Au mois d'octobre 2004, la Slovénie a accueilli un séminaire international de deux jours sur les moyens de prévenir et de détecter les activités de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, organisé par le Conseil de l'Europe, le Bureau pour la prévention du blanchiment d'argent et l'Institut régional-Centre d'excellence dans le domaine des finances du Ministère des finances, en coopération avec la Banque de Slovénie et la Bourse des valeurs de la République de Slovénie. Y ont participé plus de 60 représentants d'organismes chargés de la prévention du blanchiment d'argent, d'organes de contrôle et de police, de banques centrales et d'associations bancaires venus de 12 pays. Le séminaire était axé sur le rôle des bureaux gouvernementaux et organes de contrôle dans les secteurs bancaire et boursier en ce qui concerne la prévention et la détection des activités de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme. Deux représentants du Bureau slovène y ont participé en qualité d'intervenants.

Au mois de juin 2002, la Direction générale de la police a organisé à Ljubljana à l'intention des membres de la police criminelle un séminaire sur les enquêtes financières, auquel ont également participé des représentants du Bureau pour la prévention du blanchiment d'argent.

1.7 En ce qui concerne la répression du financement du terrorisme et en application de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la résolution, le Comité souhaiterait savoir si le Bureau pour la prévention du blanchiment d'argent, auquel il est fait référence en page 9 du troisième rapport, dispose de ressources (humaines, financières et techniques) suffisantes pour s'acquitter de sa tâche. Il vous saurait également gré de bien vouloir étayer votre réponse par des éléments d'information appropriés.

Le Bureau pour la prévention du blanchiment d'argent emploie 17 personnes, dont 6 sont affectées aux opérations suspectes et aux analyses, 3 aux activités de prévention, 2 aux technologies de l'information, 1 à la coopération internationale, 3 à la gestion du Bureau et 2 aux services de secrétariat.

Aucun service ou agent n'est spécifiquement chargé de la détection des infractions pénales de financement du terrorisme. Néanmoins, le Bureau dispose de toutes les ressources (humaines, financières, techniques) et de l'expertise nécessaires dans ce domaine pour s'acquitter de son mandat, bien que l'équipe doive être renforcée par au moins deux nouveaux membres dans les deux prochaines années afin de faire face à l'augmentation de la charge de travail.

1.8 S'agissant de la loi du 25 octobre 2001 relative au blanchiment d'argent et du Bureau pour la prévention du blanchiment d'argent, le Comité souhaiterait que la Slovénie lui indique le nombre d'opérations suspectes déclarées au Bureau par les institutions suivantes, qui sont visées dans la loi relative au blanchiment d'argent, comme indiqué en page 4 du premier rapport :

- Établissements financiers;
- Notaires;
- Comptables;
- Auditeurs;
- Conseillers fiscaux.

Veillez indiquer le nombre de déclarations d'opérations suspectes analysées et communiquées, et le nombre de celles qui ont donné lieu à des enquêtes, des poursuites ou des condamnations.

Nombre de déclarations d'opérations suspectes ou d'affaires auxquelles il a été donné suite

Le Bureau pour la prévention du blanchiment d'argent n'ouvre un dossier que s'il existe de bonnes raisons de suspecter qu'il y a eu blanchiment d'argent dans le cadre d'une opération ou de la part d'un individu (ou s'il est possible que les fonds provenant d'une infraction pénale de financement du terrorisme aient été blanchis) et si les conditions suivantes sont remplies :

- En vertu de l'article 20 de la loi relative au blanchiment d'argent, le Bureau reçoit une communication écrite motivée émanant d'un organe d'État habilité (tribunal, bureau du procureur, police, agence de renseignement et de sécurité slovène, Banque de Slovénie, bourse des valeurs, agence de supervision des assurances ou organisme de contrôle du Ministère des finances), lorsqu'il existe de bonnes raisons de penser qu'une opération ou un individu sont liés à une tentative de blanchiment d'argent;
- Une organisation financière ou autre (le déclarant), agissant en vertu de l'article 10 de la loi relative à la prévention du blanchiment d'argent, signale une opération suspecte (en espèces ou non), quel qu'en soit le montant, ou plusieurs opérations en espèces liées entre elles d'un montant supérieur à 5 millions de tolar;
- Un avocat, un cabinet d'avocats, un notaire, un cabinet d'audit, un auditeur indépendant ou une personne physique ou morale offrant des services de comptabilité ou de conseil fiscal, agissant en vertu de l'article 28 de la loi relative à la prévention du blanchiment d'argent, porte à son attention une opération suspecte;
- La demande émane d'un organisme étranger (cellule de renseignement financier), d'une autre autorité étrangère compétente ou d'une organisation internationale;
- L'Administration des douanes de la République de Slovénie a communiqué au Bureau des informations sur le transfert d'espèces ou de titres au porteur;
- Le Bureau a collecté d'autres éléments d'information conformément aux dispositions de la loi relative à la prévention du blanchiment d'argent.
- On trouvera dans le tableau ci-dessous le nombre de dossiers ouverts, ventilés par déclarants, pour la période allant de 2000 à 2004 :

Déclarants	2000	2001	2002	2003	2004
1. Organisations visées à l'article 2 de la loi relative à la prévention du blanchiment d'argent (1)	65	48	47	41	84
	68,4 %	59,2 %	51,1 %	51,9 %	74,3 %
Banques	55	41	41	37	74
Caisses d'épargne				2	2
Agence pour les opérations de paiement	2	2			
Bureaux de change	3		1		
Poste slovène		3	1		
Bourse de Ljubljana	4	2			
Sociétés de courtage			2	2	3
Sociétés de gestion			1		1
Organisme de crédit-bail			1		
Organismes immobiliers	1				
Maisons de jeux					3
Agence de tourisme					1
2. Déclarants visés à l'article 28 de la loi relative à la prévention du blanchiment d'argent (1)			2	5	1
			2,2 %	6,3 %	0,9 %
Auditeurs			1	2	
Sociétés de comptabilité			1	2	
Notaires				1	1
3. Initiatives d'organismes d'État visés à l'article 20 de la loi relative à la prévention de blanchiment d'argent (1)	17	16	26	21	18
	17,9 %	19,8 %	28,3 %	26,6 %	16,0 %
Direction de la police criminelle du Ministère de l'intérieur	14	13	14	18	5
Bureau du Procureur d'État	1		2		1
Tribunal					1
Administration des impôts de la République de Slovénie (Ministère des finances)	2	1	6		1
Administration des douanes de la République de Slovénie (Ministère des finances)				1	1
Direction des services de contrôle des changes de la République de Slovénie (Ministère des finances)		2	2		1
Banque de Slovénie				1	5
Agence de renseignements et de sécurité slovène (SOVA)			2	1	1
Bourse des valeurs					2
4. Initiatives du Bureau (pour les opérations en espèces portant sur des montants supérieurs à 5 millions de tolar)	2	2	4	2	1
	2,1 %	2,5 %	4,3 %	2,6 %	0,9 %
5. Organismes étrangers et organisations internationales	11	15	13	10	9
	11,5 %	18,5 %	14,1 %	12,6 %	7,9 %
Total	95	81	92	79	113

Dans le cadre de ses compétences, le Bureau a commencé de participer dès 2001 à des activités internationales et nationales dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, en particulier en ce qui concerne les efforts de prévention et de détection des activités de financement du terrorisme. Ces activités, qui se sont poursuivies en 2002, 2003 et 2004, avaient aussi pour objectif concret de vérifier l'identité de certaines personnes dont le nom figurait sur les listes du Conseil de sécurité de l'ONU et de l'Union européenne, ou de personnes dont des organismes étrangers ont signalé au Bureau qu'elles étaient liées au terrorisme. Ainsi, pendant la période allant de 2001 à 2004, le Bureau a procédé à partir de ses registres à la vérifications de l'identité d'un total de 7 649 personnes morales ou physiques suspectées d'être liées au terrorisme. Il a été établi qu'aucune d'entre elles n'avait effectué d'opérations financières ou n'avait eu part à ce type d'opérations en République de Slovénie.

Nombre de dossiers étudiés et nombre de ceux qui ont été communiqués aux autorités compétentes

Entre 1995 et 2004, le Bureau a étudié et clos 655 dossiers sur les 765 qu'il avait reçus. Il a transmis à la Direction de la police criminelle du Ministère de l'intérieur et aussi, dans certains cas, au bureau du procureur public compétent pour examen plus approfondi, 127 de ces dossiers, accompagnés des documents pertinents conformément à l'article 22 de la loi relative à la prévention du blanchiment d'argent, qui contenait des informations laissant à penser qu'il y avait eu une infraction pénale de blanchiment d'argent. La loi portant modification de la loi relative à la prévention du blanchiment d'argent (Ur. l. RS, n° 59/02) du 25 octobre 2001 a permis au Bureau de notifier aux organes d'État compétents non seulement les soupçons de blanchiment d'argent, mais aussi les soupçons d'autres infractions pénales. Depuis lors, outre les notifications d'opérations suspectes, 59 notes d'information sur d'autres infractions pénales présumées ont été soumises par écrit aux autorités compétentes. S'il a de bonnes raisons de croire que d'autres infractions pénales plus graves ont été commises, notamment en rapport au financement du terrorisme ou aux actes de terrorisme, le Bureau peut soumettre par écrit aux autorités compétentes (police, bureau du procureur de la République, agence de renseignements et de sécurité slovène et autres organes d'État) les conclusions auxquelles il est parvenu au sujet d'une opération ou d'une personne donnée. *À ce jour, aucune note d'information n'avait trait à une infraction pénale liée au terrorisme.* Le Bureau a classé 469 affaires, pour lesquelles le soupçon initial d'infraction pénale, qu'il s'agisse de blanchiment d'argent ou d'une autre pratique interdite, n'a pas été confirmé.

Nombre de dossiers ayant donné lieu à une procédure pénale

Entre 1995 et 2004, le Bureau a signalé 127 opérations ou circonstances suspectes à la Direction de la police criminelle du Ministère de l'intérieur et/ou au Bureau du Procureur général. D'après les données de la Direction de la police criminelle, les services de police compétents ont ouvert au total 47 dossiers criminels contre 129 personnes physiques dont on avait de bonnes raisons de penser qu'elles s'étaient rendues coupables de l'infraction pénale de blanchiment d'argent au regard de l'article 252 du Code pénal. Au total, 31 des 47 dossiers criminels (66 %) ouverts pendant la période considérée l'ont été sur la base de données faisant état d'opérations suspectes reçues par le Bureau.

D'après les données communiquées par la police, les bureaux des procureurs publics et les tribunaux, l'état d'avancement de la procédure engagée pour ces 47 dossiers criminels était le suivant au 31 décembre 2004 :

- Le Bureau du Procureur général a classé 12 dossiers criminels (soit 25,5 % du total);
- Le Bureau du Procureur général n'a toujours pas pris de décision concernant deux des dossiers (4,2 %);
- Le Bureau du Procureur général a déposé une demande d'ouverture d'enquête fondée sur l'un des dossiers (2,1 %);
- Les juges d'instruction ont ouvert ou clos leur enquête pour 10 des dossiers (21,2 %);
- Le Bureau du Procureur public a dressé des actes d'accusation à l'issue des enquêtes menées à partir de sept des dossiers (14,9 %);
- Les procureurs ont abandonné les poursuites liées à trois dossiers (6,4 %), deux après la clôture de l'enquête faute de preuves, et un au cours de l'enquête une fois établi qu'il n'y avait pas eu d'infraction pénale;
- Deux dossiers (4,2 %) sont restés sans suite, parce qu'il y avait prescription au moment de dresser l'acte d'accusation;
- Un non-lieu a été prononcé par les tribunaux concernant trois des dossiers (6,4 %);
- Les tribunaux de première instance se sont prononcés dans trois de ces affaires (6,4 %), en condamnant deux personnes et en acquittant une troisième. Le Bureau du Procureur général a fait appel de la décision d'acquiescement, le tribunal supérieur a annulé une des condamnations prononcées en première instance (le défendeur est décédé en 2004 et il a donc été mis fin aux poursuites à son encontre), et l'autre condamnation en première instance, prononcée par un tribunal de district, a été annulée pour vices de procédure par décret du tribunal supérieur, l'affaire ayant donc été renvoyée au tribunal de district pour nouvel examen;
- Les tribunaux ont, de leur propre initiative ou sur proposition du Bureau du Procureur général, suggéré que quatre des dossiers (8,5 %) soient renvoyés devant les tribunaux d'un autre pays, mettant ainsi un terme aux procédures en Slovénie.
- Les procédures ont donc été achevées pour 25 affaires (12 dossiers classés, 3 cas d'abandon des poursuites, 2 prescriptions, 3 acquittements, 1 dossier clos en raison du décès du défendeur et 4 affaires renvoyées dans d'autres pays). Elles sont encore en cours, à différents stades, dans 22 affaires.

Effectivité des mécanismes antiterroristes

1.9 La bonne application de la législation relative à la résolution 1373 (2001) exige, pour répondre à tous les aspects couverts par celle-ci, que les États mettent en place des mécanismes efficaces et bien coordonnés et conçoivent et appliquent des stratégies antiterroristes nationales et internationales appropriées. À cet égard, le Comité aimerait savoir si la Stratégie intégrée de

lutte contre le terrorisme ou le plan national de détection et de prévention des activités terroristes sur le territoire slovène couvrent les aspects des activités antiterroristes énumérés ci-après :

- Enquête judiciaire et poursuites pénales;
- Renseignement antiterroriste (moyens humains et techniques);
- Opérations menées par des forces spéciales;
- Protection physique de cibles potentielles d'attentats terroristes;
- Analyse stratégique et prévision des menaces nouvelles.

Dans la mesure du possible, veuillez exposer les mécanismes correspondants, les procédures administratives et les meilleures pratiques appliquées, tout en évitant de dévoiler aucune information confidentielle qui pourrait compromettre les efforts de la Slovénie dans la lutte contre le terrorisme.

En République de Slovénie, la lutte contre le terrorisme est assurée par deux services de renseignements et de sécurité :

- L'Agence slovène du renseignement et de la sécurité,
- Le service du renseignement et de la sécurité du Ministère de la défense.

L'Agence slovène du renseignement et de la sécurité est un organisme public qui dépend directement du Premier Ministre. Dans le domaine de la lutte contre le terrorisme, son action vise surtout à recueillir et analyser les données et informations concernant les actes de terrorisme et autres actes de violence qui pourraient être préparés ou commis par des groupes ou organisations sur le territoire de la République de Slovénie ou en utilisant ce territoire. Dans le cadre de son activité de renseignement, l'Agence recueille également des données au moyen de collaborations secrètes (renseignement humain) et de méthodes spéciales (renseignement d'origine électromagnétique) visant notamment les systèmes internationaux de communication.

L'Agence accomplit ses tâches conformément à la loi sur l'Agence slovène du renseignement et de la sécurité (Ur. l. RS, n° 20/04), et communique ses conclusions aux personnes suivantes, selon qu'elles relèvent de leur compétence :

- Le Président de la République,
- Le Président de l'Assemblée nationale,
- Les ministres compétents et
- D'autres hauts responsables.

L'Agence transmet aussi aux ministres et autres responsables les informations qui les intéressent afin que les autorités compétentes puissent proposer ou adopter les mesures nécessaires. Elle recueille des informations et rédige des analyses concernant leur domaine de travail pour les besoins du Conseil de sécurité nationale.

Si, dans le cadre de son mandat défini par la loi susmentionnée, l'Agence établit qu'il existe des motifs de soupçonner une personne d'avoir commis, de préparer ou d'organiser un acte constituant une infraction pénale passible d'office de poursuites judiciaires (en l'occurrence un acte de terrorisme ou la fourniture d'un

appui logistique à des fins terroristes), elle est tenue d'en avvertir les autorités compétentes, puisqu'elle-même ne dispose d'aucun pouvoir exécutif.

L'Agence collabore dans ce domaine avec le Ministère de l'intérieur et de la police, le Ministère de la défense et, le cas échéant, le bureau du procureur général compétent ou d'autres organes compétents (tel que le Bureau de la prévention du blanchiment d'argent).

En application de la loi susmentionnée et sur décision de son directeur, l'Agence collabore avec des agences de renseignement et de sécurité d'autres pays ou échange des données avec elles. La lutte contre le terrorisme est l'un des domaines où elle a noué des liens et diverses relations de coopération avec des agences étrangères, avec lesquelles elle échange avec succès des données sur les questions liées au terrorisme, contribuant ainsi à la sécurité collective.

Analyse stratégique et prévision des menaces nouvelles

La plupart des analyses stratégiques et des évaluations des menaces contre la Slovénie liées au terrorisme international sont effectuées par l'Agence slovène du renseignement et de la sécurité et, dans une moindre mesure, par le Ministère de l'intérieur et de la police. Dans le cadre de ses activités, l'Agence rédige des évaluations et des analyses sur la menace du terrorisme islamiste dans la région (partie occidentale des Balkans) et communique des renseignements au Premier Ministre, aux ministres concernés et aux services partenaires.

L'action d'un groupe de travail interdépartemental spécial sur la lutte contre les menaces transnationales revêt une importance particulière dans ce domaine. Ce groupe, qui s'intéresse en particulier à l'extrémisme islamiste, rédige des évaluations régulièrement actualisées concernant les menaces contre l'État liées au terrorisme international. Il rassemble les entités suivantes :

- Agence slovène du renseignement et de la sécurité (qui dirige et coordonne les travaux du groupe);
- Ministère de l'intérieur;
- Ministère de l'intérieur et la police;
- Ministère de la justice;
- Ministère des affaires étrangères;
- Service du renseignement et de la sécurité du Ministère de la défense;
- État-major des forces armées slovènes;
- Bureau de la prévention du blanchiment d'argent (Ministère des finances);
- Administration des douanes (Ministère des finances).

La République de Slovénie n'a pas de stratégie antiterroriste, mais elle est en train de l'élaborer. Cependant, les différents départements mènent des actions concertées de lutte contre le terrorisme international, en profitant entre autres des possibilités offertes par un modèle et une structure opérationnelle du Conseil de sécurité nationale, en particulier du groupe de travail interdépartemental spécial sur la lutte contre les menaces transnationales.

Dans son domaine d'action, la police travaille selon un concept fondé sur l'activité planifiée de renseignement criminel, supposant une réaction appropriée à l'analyse permettant l'évaluation des menaces; une procédure coordonnée et dirigée par le bureau du procureur général compétent; et l'enquête judiciaire et l'application du droit pénal.

Le plan d'activités comprend la protection physique des cibles potentielles du terrorisme. À cette fin, les cibles potentielles ont été désignées en collaboration avec d'autres départements compte tenu du niveau de menace et de la nature des objectifs (vulnérables ou renforcés), et une méthode de protection appropriée a été choisie.

La Slovénie n'ayant pas subi d'attaques terroristes à ce jour, elle peut difficilement faire état de pratiques optimales. Elle s'efforce de tirer profit des pratiques d'autres pays, qu'elle adapte ensuite à ses propres besoins en matière de lutte antiterroriste.

Dans certains cas, cette méthode de travail s'est avérée pertinente, notamment pour ce qui est de l'efficacité des procédures de contrôle aux frontières et de la coopération internationale renforcée.

La police slovène a élaboré un plan d'action qui comporte des méthodes d'évaluation de la menace en fonction de la zone où survient un phénomène et du danger qu'il représente. Ce plan comprend toutes les mesures concernant les unités de police à tous niveaux d'organisation (unités spéciales, police en uniforme, police judiciaire, centres d'opérations et de communications, centre de recherche de police scientifique, bureau de sécurité et de protection) et compte tenu du niveau de la menace, lequel peut être faible, moyen ou élevé.

Certaines tâches liées à la lutte antiterroriste font partie des tâches fondamentales incombant aux forces armées slovènes. Il s'agit notamment de :

- La défense militaire de la République de Slovénie;
- La protection des personnes et des installations particulièrement importantes pour la défense, de tout le personnel, de toutes les unités et de toutes les installations qui relèvent des forces armées slovènes;
- La protection de l'espace aérien; et
- La fourniture d'une assistance aux institutions civiles pour réparer les dommages causés par les attaques terroristes.

La loi modifiant la loi sur la défense (Ur. l. RS, n° 40/04) précise que les installations énergétiques, de transport, de production et de télécommunications et les autres installations importantes, ainsi que les sièges des pouvoirs publics, peuvent être désignés dans les plans à l'usage de l'armée comme revêtant un intérêt particulier pour la défense de l'État. La protection de ces installations, y compris l'espace aérien, maritime et fluvial qui les entoure, est assurée par les forces armées slovènes, conformément à ces plans et avec l'approbation préalable du Gouvernement.

Les forces armées slovènes peuvent coopérer avec la police pour assurer une protection plus étendue de la frontière de l'État à l'intérieur du territoire, conformément à ces plans et avec l'approbation du Gouvernement.

Les activités visées par les dispositions susmentionnées de la loi sur la défense sont pour l'essentiel celles qui peuvent être menées par les forces armées slovènes dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Au niveau stratégique, l'état-major des forces armées slovènes compte un chef d'état-major adjoint chargé de la lutte contre le terrorisme, dont la principale responsabilité est de coordonner toutes les activités et de rédiger des directives stratégiques pour la lutte antiterrorisme au sein des forces armées slovènes.

La police militaire est responsable de l'ordre et de la discipline au sein des forces armées, de la sécurité de la circulation militaire, de certaines tâches de prévention, d'investigation et de détection concernant les infractions pénales commises au sein de l'armée, et de la protection des installations et des zones présentant une importance particulière pour la défense nationale. Elle peut enquêter sur les infractions pénales commises au sein de l'armée et passibles d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement de trois ans au plus. Elle est également chargée de protéger les militaires et les civils en fonctions dans les forces armées slovènes et présentant une importance particulière pour la défense nationale, les délégations, commandements et unités militaires, ainsi que le commandant en chef en temps de guerre ou au commandement militaire, et les unités, institutions ou installations présentant une importance particulière pour la défense nationale.

Au sein des forces armées slovènes, les tâches principales liées à la lutte antiterroriste sont accomplies par les organes de renseignement et de sécurité de l'état-major et par le bataillon de police militaire auquel la loi sur la défense donne également son fondement juridique.

Les forces armées slovènes aident aussi l'administration de la protection civile et des secours en cas de catastrophe à réparer les dommages causés par les attaques terroristes.

1.10 La bonne application de l'alinéa 2 e) de la résolution exige, entre autres choses, que chaque État Membre mette en place des structures policières, des services de renseignement et autres structures efficaces, et qu'il prenne les dispositions légales appropriées pour dépister, surveiller et appréhender les individus impliqués dans des activités terroristes et ceux qui soutiennent ces activités, afin de s'assurer qu'ils seront traduits en justice. Dans ce cadre, veuillez indiquer les techniques d'enquête spéciales qui peuvent être utilisées en Slovénie dans les affaires de terrorisme (par exemple interception des communications; surveillance électronique; observation; opérations d'infiltration; livraisons sous contrôle; indicateurs anonymes; poursuites transfrontières; surveillance électronique clandestine de locaux privés ou publics; etc.). Veuillez expliquer les conditions dans lesquelles le recours à de tels moyens est légalement autorisé. Veuillez spécifier si ces moyens peuvent être utilisés uniquement à l'encontre de suspects et si leur utilisation doit être préalablement autorisée par un tribunal. Veuillez également préciser la durée d'intervention autorisée. Ces moyens spéciaux d'investigation peuvent-ils être utilisés en coopération avec un autre État?

La Slovénie n'ayant pas de législation spéciale dans le domaine du terrorisme, elle applique *mutatis mutandis* les dispositions de la loi sur la procédure pénale, laquelle définit les mesures de surveillance secrète.

Surveillance secrète (art. 149a de la loi sur la procédure pénale)

1) S'il existe des motifs raisonnables de soupçonner une personne d'avoir commis, de commettre, de préparer ou d'organiser la perpétration d'une infraction pénale visée au paragraphe 4 et si on peut raisonnablement conclure que la police ne pourrait découvrir, empêcher ou prouver cette infraction en recourant à d'autres mesures, ou si celles-ci donneraient lieu à des difficultés disproportionnées, la surveillance secrète de cette personne peut être ordonnée.

2) Exceptionnellement, la surveillance secrète peut également être ordonnée à l'encontre d'une personne autre qu'un suspect si l'on peut raisonnablement conclure qu'elle permettra d'identifier un suspect, au sens du paragraphe précédent, dont les données personnelles sont inconnues, ou de déterminer le lieu de résidence ou de séjour de ce suspect, ou d'une personne dont la détention ou l'assignation à résidence a été ordonnée, ou d'une personne qui fait l'objet d'un mandat d'arrêt ou d'une citation à comparaître, mais qui s'est échappée ou se cache, et si des policiers ne peuvent obtenir ces renseignements par d'autres mesures, ou si ces mesures donneraient lieu à des difficultés disproportionnées.

3) La surveillance secrète consiste à surveiller ou à suivre une personne en continu ou de manière périodique au moyen de dispositifs techniques permettant de détecter la position ou le mouvement et de transmettre et d'enregistrer le son, l'image et l'enregistrement vidéo; elle est axée sur la surveillance de l'endroit où se trouve une personne visée aux paragraphes précédents, de ses mouvements et de ses activités. Elle peut être exercée en public, dans des lieux ouverts et fermés accessibles au public ou dans des lieux visibles depuis des lieux accessibles au public. Aux conditions énoncées dans le présent article, la surveillance secrète peut se faire dans des lieux privés avec le consentement du propriétaire.

4) Les infractions pénales pour lesquelles une surveillance secrète peut être ordonnée sont les suivantes :

1) Les infractions pénales passibles d'une peine d'emprisonnement de cinq ans ou plus;

2) Les infractions pénales mentionnées au point 2 du paragraphe 2 de l'article 150 et les infractions pénales de détention arbitraire (art. 143 du Code pénal), menace contre la sécurité d'une autre personne (art. 145), manoeuvres frauduleuses (art. 217), dissimulation (art. 221), divulgation de secrets commerciaux et accès non autorisé à ceux-ci (art. 241), délit d'initié (art. 243), fabrication et utilisation de faux timbres ou de faux titres (art. 250), contrefaçon (art. 256), cas particuliers de contrefaçon (art. 257), abus de pouvoir ou de droits officiels (art. 261), divulgation d'un secret d'État (art. 266), complicité *ex post facto* (art. 287), mise en danger de la vie d'autrui (art. 317), pollution et destruction de l'environnement (art. 333), importation de substances dangereuses (art. 335), pollution d'eau destinée à la consommation (art. 337) et contamination d'aliments ou de fourrage (art. 338).

5) La surveillance secrète est autorisée par une ordonnance écrite du Procureur général et à la demande écrite de la police, sauf dans les cas visés au paragraphe 6, où l'ordonnance doit être délivrée par le juge d'instruction.

6) La surveillance secrète est autorisée par une ordonnance écrite du juge d'instruction, à la demande écrite du Procureur général, dans les cas suivants :

- 1) S'il envisage l'utilisation, lors de la surveillance, d'appareils de transmission et d'enregistrement du son, dans les cas où cette mesure ne peut être ordonnée que pour les infractions pénales visées au paragraphe 2 de l'article 150;
- 2) Si la surveillance nécessite l'installation, dans un véhicule ou dans d'autres lieux protégés ou fermés, d'appareils permettant de détecter la position et les mouvements du suspect;
- 3) Si la surveillance est exercée dans un lieu privé, avec le consentement du propriétaire;
- 4) Si la surveillance vise une personne autre qu'un suspect (voir par. 2 de l'article);
- 7) Les demandes et les ordonnances font partie intégrante du dossier de l'affaire et doivent contenir :
 - 1) Les renseignements permettant d'identifier avec précision la personne visée par la mesure demandée ou ordonnée;
 - 2) L'exposé des motifs raisonnables de suspicion;
 - 3) Dans le cas visé au paragraphe 2, les renseignements permettant d'identifier avec précision le suspect au sens du paragraphe 1 et les éléments permettant d'affirmer que la surveillance permettra probablement d'identifier le suspect ou de découvrir son lieu de séjour ou de résidence;
 - 4) Le consentement écrit du propriétaire des lieux privés où la surveillance sera exercée;
 - 5) La méthode, la portée et la durée de la surveillance, ainsi que tout motif important qui justifie le recours à cette mesure;
 - 6) Les motifs pour lesquels la surveillance doit être préférée à un autre moyen de recueillir des renseignements.
- 8) Dans des circonstances exceptionnelles, si une ordonnance écrite ne peut être délivrée à temps et si un retard présente un risque, le procureur général peut, dans le cas visé au paragraphe 5 et à la demande verbale de la police, autoriser à engager la surveillance en vertu d'une ordonnance verbale; dans le cas visé au paragraphe 6, le juge d'instruction peut, à la demande verbale du procureur général, autoriser à engager la surveillance en vertu d'une ordonnance verbale. L'organe qui a délivré l'ordonnance verbale doit prendre acte officiellement de la demande verbale. Une ordonnance écrite exposant les motifs pour lesquels la surveillance a commencé plus tôt doit être délivrée au plus tard 12 heures après la délivrance de l'ordonnance verbale. Des motifs raisonnables doivent justifier le commencement anticipé de la surveillance; dans le cas contraire, la juridiction compétente appliquera en toutes circonstances le paragraphe 4 de l'article 154, que la surveillance soit justifiée ou non par ailleurs.
- 9) Si une personne sous surveillance entre en contact avec une personne non identifiée qui peut raisonnablement être soupçonnée de se livrer à une activité criminelle en rapport avec les infractions pénales pour lesquelles la surveillance a été décidée, la police peut également placer cette personne sous surveillance secrète sans avoir à obtenir l'ordonnance visée aux paragraphes 5 et 6, si cette surveillance

revêt un caractère urgent aux fins de l'identification de cette personne ou de l'obtention d'autres renseignements importants au regard des poursuites pénales. La police doit obtenir au préalable l'autorisation verbale du procureur général, sauf si elle ne peut l'obtenir à temps et si un retard présentait un risque. Dans ce cas, la police informe le procureur général dès que possible et au plus tard six heures après le commencement de la surveillance, le procureur général peut ordonner l'arrêt de la surveillance s'il estime qu'elle n'est fondée sur aucun motif raisonnable. La surveillance peut durer au maximum 12 heures à compter du moment où la personne non identifiée et la personne surveillée entrent en contact. Lorsqu'elle applique la mesure visée dans le présent paragraphe, la police ne peut pas utiliser le matériel et les dispositifs techniques visés aux points 1 et 2 du paragraphe 6, ni placer sous surveillance des lieux privés. Dès que la surveillance prend fin, la police doit en avertir officiellement le procureur général qui l'a autorisée en vertu du présent paragraphe et l'organe qui a délivré l'ordonnance initiale permettant la surveillance secrète. Cette notification officielle est versée au dossier de l'affaire pénale.

10) La surveillance peut durer deux mois au plus; sur présentation de motifs valables, elle peut être prorogée tous les deux mois par une ordonnance écrite. La mesure peut avoir une durée totale :

1) De six mois dans le cas visé au paragraphe 6;

2) De 24 mois dans les cas visés au paragraphe 5, s'il s'agit d'infractions pénales relevant du paragraphe 4, et de 36 mois s'il s'agit d'infractions pénales relevant du paragraphe 2 de l'article 151.

11) La police met fin à la surveillance dès que les motifs pour lesquels elle a été ordonnée cessent d'exister. Elle informe par écrit l'organe qui a ordonné la surveillance dès que celle-ci prend fin, et lui transmet un rapport mensuel sur l'évolution de la surveillance et sur les renseignements qu'elle a permis d'obtenir. L'organe qui a ordonné la surveillance peut, à tout moment sur la base de ce rapport ou d'office, ordonner par écrit l'arrêt de la surveillance, s'il estime qu'elle n'a plus lieu d'être ou qu'elle est effectuée d'une manière qui contrevient à son ordonnance.

12) Si une même personne est surveillée pendant plus de six mois, le groupe visé au paragraphe 6 de l'article 25 examine la légalité de la surveillance et les motifs de la demande, à la première prorogation puis tous les six mois. L'organe qui délivre l'ordonnance de prorogation transmet tous les éléments pertinents au groupe qui rend sa décision dans les trois jours. Si le groupe estime que la surveillance ne se justifie pas ou que les conditions juridiques ne sont pas remplies, il rend une décision ordonnant l'arrêt de la surveillance. Cette décision est sans appel.

13) La police doit effectuer la surveillance secrète de manière à porter le moins possible atteinte aux droits des personnes non suspectes.

*Identification d'utilisateurs de moyens de communication électroniques
(art. 149 b) de la loi sur la procédure pénale)*

1) S'il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu'une infraction pénale passible d'office de poursuites a été commise, est en train d'être commise ou est en cours de préparation ou d'organisation, et qu'il faut recueillir des renseignements sur les communications effectuées au moyen de réseaux de communication électroniques pour percer à jour cette infraction pénale ou en démasquer l'auteur, le juge d'instruction peut, à la demande du procureur général et

sur présentation de motifs raisonnables, ordonner à l'opérateur du réseau de communication électronique de lui fournir des renseignements sur les personnes participant à ces communications, tels que leur numéro ou leur nom d'utilisateur, et sur les circonstances de ces communications, tels que le type, la date, l'heure et la durée des appels ou de toute autre forme de communication électronique, la quantité de données transmises et le lieu de la fourniture du service de communication électronique.

2) La demande et l'ordonnance doivent être écrites, contenir des informations permettant d'identifier le moyen de communication électronique, présenter les motifs raisonnables invoqués et indiquer la période durant laquelle ces renseignements sont demandés, ainsi que tout autre élément important justifiant la mesure.

3) S'il existe des motifs raisonnables de soupçonner qu'une infraction pénale passible d'office de poursuites a été commise ou est en préparation, et qu'il faut recueillir des renseignements sur le propriétaire ou l'utilisateur d'un moyen de communication électronique donné dont les coordonnées ne figurent pas dans le répertoire pertinent, ainsi que des informations concernant les dates d'utilisation de ces moyens de communication, pour percer à jour cette infraction pénale ou en démasquer l'auteur, la police peut exiger que l'opérateur du réseau de communication électronique lui fournisse ces renseignements, sur demande écrite et même sans le consentement de la personne concernée.

4) L'opérateur du réseau de communication électronique ne peut révéler ni à ses clients ni à des tiers qu'il a fourni des renseignements à un juge d'instruction (dans le cas visé au paragraphe 1) ou à la police (dans le cas visé au paragraphe précédent) ou qu'il entend le faire.

*Contrôle des communications électroniques
(art. 150 de la loi sur la procédure pénale)*

1) S'il existe des motifs fondés de soupçonner une personne d'avoir commis, de commettre, de préparer ou d'organiser la perpétration de l'une des infractions pénales mentionnées au paragraphe 2, et qu'elle utilise ou utilisera, aux fins de communications liées à cette infraction pénale, un moyen de communication ou un système informatique particulier, et que l'on peut raisonnablement conclure que d'autres mesures ne permettraient pas de recueillir les informations voulues ou qu'elles pourraient mettre en danger la vie d'autres personnes ou nuire à leur santé, les mesures suivantes peuvent être ordonnées à l'encontre de l'intéressé :

1) La surveillance des communications électroniques au moyen d'appareils d'écoute clandestine et d'enregistrement, et le contrôle et la protection de toutes les formes de communications échangées au moyen du réseau de communication électronique;

2) Le contrôle des lettres et des colis;

3) Le contrôle du système informatique des banques ou des autres personnes morales ayant une activité financière ou commerciale;

4) La mise sur écoute et l'enregistrement de conversations avec le consentement d'au moins un des participants.

2) Les infractions pénales pour lesquelles les mesures énoncées au paragraphe précédent peuvent être ordonnées sont :

1) Les infractions pénales contre la sécurité et l'ordre constitutionnel de la République de Slovénie, les crimes contre l'humanité et les crimes de droit international que la loi punit d'une peine d'emprisonnement de cinq ans au moins;

2) L'enlèvement (art. 144 du Code pénal), l'exhibition, la possession, la fabrication et la distribution de matériel pornographique (art. 187), la production illicite et le trafic de stupéfiants (art. 196), l'incitation à l'usage de stupéfiants (art. 197), le chantage (art. 218), le délit d'initié (art. 243), l'acceptation non autorisée de dons (art. 247), le don non autorisé (art. 248), le blanchiment d'argent (art. 252), la contrebande (art. 255), la corruption passive (art. 267), la corruption active (art. 268), l'acceptation de dons en échange d'une intervention illicite (art. 269), le don en vue d'obtenir une intervention illicite [art. 269 a)], l'association de malfaiteurs (art. 297), la production non autorisée et le trafic d'armes ou d'explosifs (art. 310), la mise en danger au moyen de substances nucléaires (par. 3 de l'article 319);

3) les autres infractions pénales passibles d'une peine d'emprisonnement de huit ans ou plus.

Mise sur écoute et surveillance au domicile d'une autre personne ou dans d'autres lieux (art. 151 de la loi sur la procédure pénale)

1) S'il existe des motifs raisonnables de soupçonner une personne d'avoir commis, de commettre, de préparer ou d'organiser la perpétration de l'une des infractions pénales énumérées au paragraphe 2 et si on peut raisonnablement conclure qu'il sera possible, dans un lieu précis, de recueillir des éléments de preuve que des mesures plus clémentes, notamment celles visées aux articles 149a, 149b et 150, ne permettraient pas d'obtenir sans mettre en danger la vie d'autrui, la mise sur écoute et la surveillance de cette personne peuvent être ordonnées, à titre exceptionnel, au domicile d'une autre personne ou dans d'autres lieux, en utilisant des moyens techniques destinés à recueillir des informations et en pénétrant secrètement dans le domicile ou sur les lieux en question si nécessaire.

2) Les mesures visées au paragraphe précédent peuvent être ordonnées pour toutes les infractions pénales visées au point 1 du paragraphe 2 de l'article précédent et au point 2 du même paragraphe, à l'exception de l'enlèvement (art. 144), de l'incitation à l'usage de stupéfiants (art. 197), du chantage (art. 218), du blanchiment d'argent (par. 1, 2, 3 et 5 de l'article 252) et de la contrebande (art. 255), et pour les autres infractions pénales visées au point 3 du même paragraphe passibles d'une peine d'emprisonnement de huit ans ou plus, seulement s'il existe un danger réel pour la vie de personnes.

Opérations d'infiltration (art. 155a de la loi sur la procédure pénale)

1) S'il existe des motifs raisonnables de soupçonner une personne d'avoir commis l'une des infractions pénales visées au paragraphe 4 de l'article 149a ou de conclure qu'elle est impliquée dans une activité criminelle en rapport avec ces infractions et que d'autres mesures ne permettraient pas de recueillir des éléments

de preuve ou donneraient lieu à des difficultés disproportionnées, une opération d'infiltration peut être ordonnée à l'encontre de cette personne.

2) L'opération d'infiltration consiste à recueillir, en continu ou de manière périodique, des renseignements sur une personne et ses activités criminelles. Elle est menée par un ou plusieurs agents infiltrés agissant sous la direction et la supervision de la police et utilisant une identité d'emprunt, ce qui suppose l'introduction de fausses données dans des fichiers et l'émission de faux documents pour préserver le processus de recueil de renseignements et la sécurité de l'agent. L'agent infiltré peut être un officier de la police nationale, un agent de police étranger ou exceptionnellement, si l'opération ne peut se faire autrement, une autre personne. L'agent infiltré peut, aux conditions énoncées dans le présent article, prendre part à des transactions licites en utilisant de faux documents; lorsque des renseignements sont recueillis dans les conditions prévues dans le présent article, des moyens techniques permettant de transmettre et d'enregistrer des renseignements sous la forme de sons, d'images et de vidéo peuvent également être utilisés.

3) L'opération d'infiltration est autorisée par une ordonnance écrite du procureur général à la demande écrite de la police, sauf dans les cas visés au paragraphe 4, où elle doit être autorisée par le juge d'instruction. L'ordonnance peut également contenir l'autorisation de fabriquer, d'obtenir et d'utiliser de faux renseignements et de faux documents.

4) Une opération d'infiltration au cours de laquelle l'agent infiltré utilise des moyens techniques permettant de transmettre et d'enregistrer des renseignements sous la forme de sons, d'images et de vidéo ne peut être ordonnée que pour les infractions pénales visées au paragraphe 2 de l'article 150. Cette mesure est autorisée par une ordonnance écrite du juge d'instruction, à la demande écrite du procureur général.

5) Les demandes et les ordonnances font partie intégrante du dossier de l'affaire pénale et doivent contenir :

- 1) Les renseignements permettant d'identifier avec précision la personne visée par la mesure ordonnée ou demandée;
- 2) Les motifs raisonnables de suspicion;
- 3) La méthode d'exécution, la portée et la durée de la mesure, et tout autre élément important qui la justifie;
- 4) La nature, l'objet et les limites de l'utilisation des fausses informations et des faux documents;
- 5) Si l'agent infiltré doit prendre part à des transactions légales, les limites de sa participation;
- 6) Si l'agent infiltré n'est pas un officier de la police nationale ou un agent de police étranger, les motifs raisonnables pour lesquels une autre personne est chargée de l'opération;
- 7) Dans le cas visé au paragraphe précédent, le type et le mode d'utilisation des moyens de transmission et d'enregistrement du son, de l'image et de la vidéo;

8) Les motifs pour lesquels l'infiltration est préférée à un autre moyen de recueillir des renseignements.

6) L'infiltration peut durer deux mois au plus. Sur présentation de motifs valables, elle peut être prorogée tous les deux mois par une ordonnance écrite, pour une durée maximale de 24 mois. Dans le cas d'une infiltration concernant des infractions pénales visées au paragraphe 2 de l'article 151, la durée maximale est de 36 mois.

7) Les dispositions des paragraphes 11 et 12 de l'article 149a s'appliquent *mutatis mutandis* à l'arrêt des opérations d'infiltrations, à la compilation de rapports mensuels par la police et à l'examen de la prorogation par le groupe visé au paragraphe 6 de l'article 25.

8) Les opérations d'infiltration menées en vertu du présent article doivent porter le moins possible atteinte aux droits des personnes non suspectes.

9) Lors d'une opération d'infiltration, l'agent infiltré ne peut encourager l'activité criminelle. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 de l'article 155 s'appliquent *mutatis mutandis* à l'encouragement de l'activité criminelle.

L'Agence slovène du renseignement et de la sécurité recueille également des renseignements par le biais d'opérations secrètes et de méthodes spéciales; le directeur de l'Agence détermine, avec l'accord du Gouvernement, les conditions et les méthodes de recueil de renseignements par le biais de collaborations clandestines, ainsi que les procédures et les mesures de protection des sources.

Dans les conditions prévues par la présente loi, l'Agence peut, dans l'exercice de ses fonctions, utiliser pour le recueil de renseignements les méthodes spéciales suivantes :

- La surveillance des systèmes internationaux de communication;
- L'achat clandestin de documents et d'objets;
- L'observation et la surveillance clandestines, dans des lieux ouverts et publics, au moyen de dispositifs techniques;
- L'interception de lettres et d'autres communications ou télécommunications.

La surveillance des systèmes internationaux de communication, l'observation et la surveillance clandestines dans des lieux ouverts et publics au moyen de dispositifs techniques et l'achat clandestin de documents et d'objets sont soumis à l'autorisation du directeur de l'Agence.

L'interception de lettres et d'autres communications ou télécommunications est autorisée par une ordonnance écrite du Président du tribunal de première instance dans la juridiction duquel se trouve le siège de l'Agence, à la demande du Directeur de celle-ci. Cette méthode spéciale de recueil de renseignements peut être utilisée durant trois mois au plus. Si des motifs raisonnables le justifient, elle peut être prorogée par périodes d'un mois mais elle ne peut dépasser six mois en tout.

Les renseignements recueillis par des méthodes spéciales ne peuvent être présentés comme preuves devant un tribunal. Conformément à l'article 8, si l'Agence établit qu'il y a des motifs de soupçonner une personne d'avoir commis, de commettre, de préparer ou d'organiser une infraction pénale passible d'office de

poursuites, elle est tenue d'en informer le directeur général de la police et le procureur général compétent.

La loi sur l'Agence slovène du renseignement et de la sécurité n'émet aucune réserve à la collaboration avec d'autres pays en ce qui concerne les méthodes spéciales de recueil de renseignements. Toute application de ces méthodes de recueil de renseignements doit être approuvée conformément à ladite loi, et tout échange d'informations est soumis à la loi sur la protection des données personnelles (Ur. l. RS, n° 86/2004).

1.11 En ce qui concerne l'obligation de traduire en justice les terroristes et ceux qui les soutiennent, veuillez indiquer si, dans le cadre des procédures judiciaires relatives à des infractions terroristes, la Slovénie a adopté des mesures pour protéger les personnes vulnérables (victimes, témoins, personnes qui coopèrent avec la justice, juges et procureurs, par exemple). Veuillez décrire les dispositions juridiques et administratives qui ont été adoptées pour assurer cette protection.

La protection des personnes évoquées ci-dessus est en partie régie par la loi sur la procédure pénale qui, à l'alinéa a) de son article 240, détermine la procédure à appliquer pour garantir l'anonymat lors de l'audience devant le juge d'instruction et de l'audience principale. À l'alinéa a) de son article 141 est définie la base juridique de l'élaboration et de l'application effective de la loi relative à la protection, lors de la procédure policière, des témoins et des personnes regrettant leurs actes, pendant et après des poursuites pénales, à partir des programmes complets de protection des témoins.

Aux termes du même alinéa, les conditions permettant de bénéficier du programme de protection sont remplies lorsqu'il y a des raisons de croire qu'un témoin ou une personne regrettant ses actes (personne dite « repentie » qui coopère avec les autorités judiciaires) et ses parents les plus proches, ont, en témoignant, mis leur vie en danger. Le Ministère de la justice a amendé cette loi, de sorte que l'expression « la vie et l'intégrité physique sont gravement menacées » ont remplacé l'expression « des raisons de croire que la vie ... est en danger », ce qui accroîtra le nombre de cas dans lesquels une protection pourra être offerte dans le cadre des programmes complets de protection. Cet article prévoit également qu'il revient au Procureur de l'État de demander que des mesures de protection soient prises, et qu'une loi spéciale instituera de nouvelles procédures et définira les conditions à remplir pour qu'une personne intègre un programme de protection ou pour qu'il soit mis fin à un tel programme; les organes compétents devant décider de l'octroi d'une protection et de son organisation; les mesures possibles de protection des personnes, des dossiers et des données; et le financement et la supervision de la mise en œuvre des programmes de protection.

Le groupe de travail du Ministère de la justice est en train d'achever l'élaboration du projet de loi. Ce texte prévoit la création d'un groupe chargé de la protection au sein de la police (Ministère de l'intérieur) et d'une commission de la protection qui dépendra du Ministère de l'intérieur et sera composée de représentants de la Cour suprême slovène, du Ministère public, du Ministère de l'intérieur et de la police et du Ministère de la justice. Le projet de loi prévoit

également les mesures de protection nécessaires⁵ et les mesures à mettre en œuvre dans le cadre du programme de protection⁶.

Comme indiqué plus haut, l'alinéa a) de l'article 240 de la loi sur la procédure pénale détermine les démarches à suivre pour garantir l'anonymat au moment des audiences devant le juge d'instruction et lors de l'audience principale (c'est-à-dire aux fins de la procédure judiciaire). Cet article de la loi détermine les circonstances dans lesquelles le tribunal peut ordonner la mise en œuvre d'une ou de plusieurs des cinq mesures de protection qui sont décrites dans ce même texte⁷. Cette décision est prise par le juge d'instruction, lorsque les personnes concernées lui en font la demande par écrit. Si l'ordre est donné de prendre des mesures de protection, les informations y afférentes sont retirées des dossiers relatifs aux affaires et classées secret d'État. Le juge d'instruction ne peut décider de prendre des mesures de protection qu'à l'issue d'une audience spéciale, s'il estime que les circonstances appropriées sont réunies. L'alinéa a) de l'article 240 prévoit aussi que les dispositions ci-dessus s'appliquent *mutatis mutandis* après que l'inculpation a été transmise au tribunal et que la responsabilité des poursuites a été transférée au président du collège.

Efficacité des contrôles aux frontières et contrôles visant à empêcher les terroristes de se procurer des armes

1.12 Le CCT souhaiterait connaître l'état d'avancement du projet de loi concernant les amendements à la loi relative aux étrangers, qui vise à rendre plus efficace la mise en œuvre des mesures en rapport avec le refoulement d'étrangers dont le séjour pourrait être lié à la perpétration d'actes terroristes, comme cela est expliqué dans l'annexe sur les échanges d'informations concernant le Code de conduite relatif aux aspects politico-militaires de la sécurité, évoquée à la page 11 du premier rapport de la Slovaquie.

La loi relative aux étrangers a été modifiée par la loi portant amendement de la loi relative aux étrangers (Ur. I. RS, n° 87/02, en date du 17 octobre 2002) et son rectificatif (Ur. I. RS, n° 96/02, en date du 14 novembre 2002).

D'après les amendements apportés à cette loi, un étranger qui détient un titre de voyage ou un visa valide peut, selon que de besoin, se voir refuser l'entrée dans le pays s'il y a de bonnes raisons de soupçonner qu'il constitue une menace pour l'ordre public et la sécurité ou pour les relations internationales de la Slovaquie, ou si l'on soupçonne que sa présence est liée à la perpétration d'un acte terroriste ou d'autres actes violents, à des activités de renseignement illégales, à la possession ou au trafic de stupéfiants, ou à d'autres activités criminelles.

⁵ Services de conseil, protection technique et physique des personnes et de leur domicile, mesures policières à l'encontre des éventuels coupables, transfert provisoire des personnes.

⁶ Transfert d'une personne, faux documents, interdiction de transmettre des données personnelles et contrôle de l'accès aux dossiers, dissimulation de l'identité aux fins des procédures judiciaires, changement d'identité, utilisation de la visioconférence et de la téléconférence, échanges internationaux, mise en œuvre de mesures dans les prisons.

⁷ Suppression partielle ou intégrale de données figurant dans les dossiers relatifs à des affaires pénales, classement des données comme secret d'État, octroi d'un pseudonyme au témoin, enregistrement du témoignage grâce à des moyens techniques (écran de protection, dispositifs d'altération de la voix, retransmission du témoignage effectué dans un local séparé, ou autres moyens similaires).

Les raisons de soupçonner que la présence d'un étranger dans le pays est liée à la perpétration d'un acte terroriste ou d'autres actes violents, à des activités de renseignement illégales ou à la possession ou au trafic de stupéfiants sont définies en détail dans les instructions concernant le refoulement d'un étranger, les conditions de délivrance de visas aux frontières, les conditions de délivrance de visas pour raisons humanitaires et la procédure d'abrogation des visas (Ur. 1. RS, n° 2/01 du 12 janvier 2001).

De tels soupçons sont particulièrement fondés lorsque :

- La personne concernée est ressortissante d'un pays où des actes terroristes sont fréquemment perpétrés, et que son arrivée dans le pays n'a pas été justifiée;
- Des données laissent à supposer que cet étranger appartient à une organisation terroriste;
- L'état psychologique et physique de la personne indique qu'elle consomme des stupéfiants, ou bien si elle est en possession de telles substances ou de matériel servant à leur consommation;
- Il s'avère qu'au cours des deux années précédentes, la personne a été jugée, en Slovénie ou dans un autre pays, pour une violation ou une infraction pénale en rapport avec des stupéfiants;
- Cette personne détient des objets et des substances qui sont utilisés pour perpétrer des actes criminels.

1.13 En ce qui concerne l'article 79 de la loi relative aux étrangers, et plus précisément les conditions dans lesquelles on peut refuser de délivrer un titre de voyage à des étrangers ainsi qu'arrêter des étrangers, évoquées à la page 7 du troisième rapport, veuillez décrire ces conditions et les mécanismes qui sont mis en œuvre à cet égard.

L'article 79 de la loi relative aux étrangers fait référence aux conditions qui peuvent motiver le refus de délivrer un passeport à un étranger ou inciter à lui confisquer son passeport. Il n'y est toutefois pas question de l'arrestation d'étrangers.

Conformément à la législation en vigueur en Slovénie, des étrangers peuvent se voir délivrer un passeport dans certaines conditions. Aux termes du paragraphe 1 de l'article 76 de la loi relative aux étrangers (Ur. 1. RS, n° 108/02 – texte officiel unifié), un passeport de non-citoyen peut être délivré à un étranger qui est titulaire d'une carte de résident temporaire ou permanent en Slovénie. Il en va de même si la personne concernée est apatride, ou si elle n'est pas munie d'un titre de voyage valide et ne peut en obtenir un auprès de son pays d'origine. Dans ce passeport de non-citoyen, un autocollant est apposé sur la carte de résident délivrée auparavant. La personne peut alors non seulement résider en Slovénie, mais aussi traverser la frontière un nombre illimité de fois. Un passeport de non-citoyen est délivré pour une durée égale à la durée de validité de la carte de résident, qui n'excède toutefois pas deux années, sauf si l'étranger concerné demande un titre de voyage dont la durée de validité est moins longue ou si une période de validité plus courte est suffisante pour atteindre l'objectif pour lequel ledit titre de voyage est délivré.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 76 de la loi relative aux étrangers, un passeport de non-citoyen peut aussi être délivré à un étranger qui n'a pas de titre

de voyage valide, s'il existe de bonnes raisons pour le faire. Ainsi, un passeport de non-citoyen peut être délivré à un étranger qui quitte la Slovénie et qui ne possède pas de titre de voyage délivré par son pays d'origine, lorsque ledit pays n'a pas de représentation diplomatique ou consulaire en Slovénie. Il en va de même pour un étranger qui a renoncé à la nationalité slovène pour quitter le pays. Un passeport de non-citoyen valide moins longtemps est alors délivré, et la durée de validité correspond au temps qu'il faudra à l'étranger pour quitter le pays ou se rendre dans un autre pays.

Au cours de la procédure administrative de délivrance d'un passeport de non-citoyen, l'autorité compétente vérifie que toutes les conditions requises sont remplies et elle s'assure qu'il n'existe pas de raison de refuser cette délivrance, conformément au paragraphe 1 de l'article 79 de la loi relative aux étrangers. L'autorité compétente ne délivrera pas de passeport de non-citoyen dans les cas suivants :

- La personne fait l'objet de poursuites pénales (sur demande du tribunal compétent);
- La personne a été condamnée à une peine de prison ferme qu'elle n'a pas encore purgée;
- La personne n'a pas acquitté les sommes qu'elle doit au titre de sa situation maritale ou familiale à des ayants droit résidant à titre permanent en Slovénie (sur demande de l'autorité compétente);
- La personne ne s'est pas acquittée de ses obligations fiscales (sur demande de l'autorité compétente).

Si le passeport de non-citoyen n'est pas délivré pour l'une des raisons ci-dessus, l'étranger concerné ne peut quitter la Slovénie, puisque sa présence y est requise.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 79 de la loi relative aux étrangers, un passeport de non-citoyen peut être confisqué dans les cas suivants :

- Après la délivrance du passeport, il s'avère qu'il existe des raisons (visées au paragraphe 1 de l'article 79) pour lesquelles ce passeport n'aurait pas dû être émis;
- Le passeport ne comporte pas de photographie ou bien il n'est plus possible de déterminer l'identité de l'étranger;
- Le passeport est un faux, ou bien il est incomplet ou endommagé.

1.14 Pour que l'alinéa a) du paragraphe 2 de la résolution soit mis en œuvre efficacement, chaque État Membre doit notamment se doter d'un mécanisme de nature à empêcher les terroristes de se procurer des armes. Eu égard à cette exigence et aux dispositions de la Convention sur le marquage des explosifs plastiques et en feuilles aux fins de détection et de la Convention internationale pour la répression des attentats terroristes à l'explosif, veuillez fournir au CCT des informations sur ce qui suit :

A) Législation, règlements et procédures administratives :

Quelles sont les mesures en place au niveau national pour empêcher la fabrication, le stockage, le transfert et la détention d'explosifs plastiques et autres explosifs non ou insuffisamment marqués et de leurs précurseurs?

Conformément à l'article 3 de la loi sur les substances explosives (Ur. l. RS, n° 96/02), appartiennent à la catégorie des explosifs :

- Les explosifs de minage;
- La poudre noire;
- Les préparations explosives;
- Les dispositifs de lancement et de mise à feu;
- Les produits remplis d'explosifs;
- Les composés pyrotechniques;
- Les articles pyrotechniques.

La loi sur les substances explosives dispose que seuls peuvent être commercialisés et utilisés les explosifs qui répondent aux normes techniques et portent les marques appropriées, et dont la conformité a été établie selon la procédure en vigueur.

Seules les personnes morales ayant obtenu une autorisation spéciale délivrée par le Ministère de l'intérieur peuvent commercialiser et fabriquer des explosifs. En outre, pour pouvoir acheter des explosifs, il faut obtenir une autorisation spéciale auprès du groupe compétent au sein de l'administration. Seule une personne morale titulaire d'une autorisation de commercialiser des explosifs peut obtenir cette autorisation.

Les forces de police et l'Inspection des affaires intérieures de Slovaquie supervisent la fabrication, le stockage, le transfert et l'utilisation d'explosifs. Tout explosif qui ne répond pas aux normes techniques ou ne porte pas les marques adéquates est saisi. Une personne titulaire d'une autorisation de commercialiser des explosifs commet une violation si elle a en sa possession des explosifs non conformes. Toutefois, si une personne n'ayant pas l'autorisation de commercialiser des explosifs est en possession d'explosifs non conformes, elle se rend coupable d'une infraction pénale au sens de l'article 310 du Code pénal slovaque.

La police et l'Inspection ont de vastes attributions en matière de contrôle et elles peuvent, dans la limite de l'autorité qui leur est conférée, inspecter tous les documents en rapport avec le stockage ou la fabrication d'explosifs, sans devoir obtenir au préalable une ordonnance du tribunal en cas de violation. Elles peuvent pénétrer dans les locaux où les explosifs sont stockés, et inspecter les bâtiments où ils sont fabriqués ainsi que les sites où ils sont utilisés (art. 45 à 49 de la loi sur les substances explosives).

Il n'existe en Slovaquie aucun fabricant d'explosifs militaires, plastiques ou autres. La Slovaquie n'a ni la technologie appropriée, ni les bases ou les capacités de fabrication nécessaires. Elle n'a aucunement l'intention de commencer à fabriquer des explosifs. Par conséquent, elle ne prend aucune mesure visant à empêcher la fabrication d'explosifs plastiques non marqués ou d'autres explosifs militaires ou de

leurs composants. Elle prend toutefois des mesures pour empêcher que des personnes soient en possession d'explosifs plastiques insuffisamment marqués et de leurs précurseurs. À cette fin, elle autorise uniquement l'importation et l'exportation d'explosifs plastiques convenablement marqués et de leurs précurseurs.

Les explosifs militaires sont exclusivement détenus par les Forces armées slovènes qui prennent toutes les mesures appropriées pour empêcher le transfert ou la détention d'explosifs plastiques insuffisamment marqués, lesquels sont détruits.

B) Contrôle des exportations

Veillez préciser les procédures de contrôle des exportations qui sont appliquées en Slovénie ainsi que le mécanisme d'échange d'informations concernant les sources, les voies d'acheminement et les méthodes qui peuvent être utilisées par les négociants en armes.

Le commerce des armes et équipements militaires est réglementé par la loi sur la défense (Ur. l. RS, n° 103/04 – texte officiel unifié), stipulant que seules les entreprises, institutions ou organisations qui ont obtenu une licence du Ministère de la défense peuvent exporter ou importer des armes et équipements militaires ou servir d'intermédiaires pour le commerce de ces marchandises. Toute exportation ou importation et tout transit d'armes et d'équipements militaires sur le territoire national doit faire l'objet d'une autorisation préalable du Ministère de la défense.

À partir de la loi susmentionnée, le Gouvernement slovène a publié un décret relatif aux licences et autorisations portant sur le commerce et la fabrication d'armes et d'équipements militaires (Ur. l. RS, n° 18/03 et 31/05). Les armes et équipements sont définis dans le décret sur l'armement, les équipements militaires, la méthode d'intervention spéciale et les commandes à caractère confidentiel (Ur. l. RS, n° 76/01, 19/05 et 24/05). Les autorisations commerciales sont délivrées par le Ministère de la défense; et une autorisation spéciale du même Ministère est exigée pour chaque opération commerciale, qu'il s'agisse d'exportation, d'importation ou de transit sur le territoire national. Les autorisations sont accordées en fonction de l'avis préalable d'une commission d'experts nommée par le Gouvernement, qui doit se prononcer dans les 30 jours à compter de la date de la demande d'autorisation. Le Ministère peut aussi demander l'opinion de la commission pour un simple transit. La commission d'experts compte parmi ses membres un représentant de l'Administration des douanes. Le Ministère rend une décision finale pour une transaction donnée. En principe, l'autorisation doit être délivrée au moins trois jours avant la date à laquelle doit avoir lieu la transaction. Le Ministère communique à l'Administration générale des douanes l'autorisation ainsi délivrée. Au moins trois jours avant l'arrivée des marchandises au point de passage de la frontière, l'entreprise, l'institution ou autre organisation ou encore le négociant indépendant, qui est autorisé à effectuer la transaction, doit transmettre au Ministère, à la Direction générale de la police et à l'Administration générale des douanes une note écrite indiquant la date et le point de passage de la frontière ainsi que le numéro et la date de l'autorisation, l'itinéraire suivi et le contenu de l'envoi.

Les armes dites « à usage civil » sont définies dans la loi sur les armes (UR. l. RS, n° 23/05 – texte officiel unifié), qui établit une distinction selon que ces armes sont utilisées pour la sécurité, pour la chasse ou pour des activités sportives et qui distingue aussi les armes interdites et les armes autorisées. Cette loi stipule en outre les conditions de transfert d'armes de part et d'autre des frontières nationales

qui s'appliquent aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux autres organismes ainsi qu'aux transporteurs étrangers, qui ne peuvent importer, exporter et transférer des armes qu'avec l'autorisation préalable du Ministère de l'intérieur et après avoir obtenu l'approbation du Ministère de la défense. La loi prévoit aussi les conditions dans lesquelles des armes peuvent être transférées de part et d'autre des frontières nationales par des particuliers (personnes physiques). Enregistrer les armes auprès des services de contrôle aux frontières (police) ne dispense ni de les déclarer aux services douaniers ni de respecter la réglementation douanière.

L'importation, l'exportation et le transit des munitions sont soumis aux dispositions de la loi sur les substances explosives qui stipule que ces opérations ne peuvent avoir lieu qu'avec l'autorisation du Ministère de l'intérieur, délivrée aux personnes morales ou aux entrepreneurs détenteurs d'une autorisation de commercialisation. Toute opération de transit est supervisée par le Service des douanes qui veille en outre au respect de la loi sur les substances explosives.

À l'échange d'informations entre les services slovènes pertinents dans le cadre des dispositions statutaires s'ajoutent les nombreux renseignements communiqués au Service des douanes par des institutions internationales comme Interpol, Europol, le Bureau régional de liaison chargé du renseignement, l'Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est (ICESE) et d'autres organismes, ou résultant d'une coopération directe avec les autorités douanières d'autres pays.

Le Service des douanes a son propre réseau intranet dans lequel sont saisies les mises en garde et les observations concernant divers domaines sensibles, y compris les mesures restrictives relatives aux éléments d'information portant sur les armes (infractions, irrégularités, saisies, observations, etc.). Aucun des fonctionnaires habilité du Service des douanes ne peut accéder à ces informations sans en avoir reçu l'autorisation. Les données et renseignements reçus sont introduits dans le système tous les jours par l'Administration générale des douanes. Il est possible aussi de saisir des renseignements urgents qui peuvent être importants – tels que des mises en garde émanant de fonctionnaires autorisés du Service des douanes qui se trouvent dans des endroits différents.

Toute exportation et importation d'armes en Slovénie requiert une autorisation. Cette autorisation comporte une annexe sur laquelle le service qui effectue le contrôle à la frontière appose un timbre pour confirmer la sortie ou l'entrée des armes et avertit le service ayant délivré ladite autorisation (art. 71 d) de la loi sur les armes).

Le contrôle des exportations d'armes comprend deux étapes : la première est une procédure administrative, confiée à la Direction des affaires administratives internes du Ministère de l'intérieur, qui permet de confirmer la véracité des déclarations contenues dans les demandes. D'après les documents retournés par la police des frontières ou par le détenteur de l'autorisation, la Direction peut ensuite vérifier si la transaction a effectivement été menée à bien; elle peut aussi demander au pays de destination, qui a signé le Protocole, de s'assurer que l'envoi est effectivement parvenu à son destinataire. La seconde étape consiste en un contrôle administratif qui est effectué par la police au moment de la déclaration du transfert au-delà de la frontière nationale; il s'agit essentiellement de comparer les données figurant sur le document d'autorisation aux conditions effectives au moment du passage de la frontière. En cas de conditions suspectes, conduisant à penser qu'un envoi d'armes pourrait être réacheminé avant d'atteindre le destinataire déclaré ou

qu'un envoi contient des marchandises non déclarées, la police inspecte minutieusement cet envoi au point de passage de la frontière et prend contact avec les services de sécurité des pays par lesquels il doit transiter ou vers lequel il est exporté. Par une collaboration concertée, la police s'efforce de préciser les conditions réelles de l'envoi et/ou de déterminer si le soupçon d'activité illicite est ou non fondé. L'échange d'informations entre les services de sécurité compétents se fait grâce au réseau de coopération policière, reliant Interpol, Europol, l'ICESE et le Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est. Toutes les communications sont codées. L'échange de données et le contrôle de conditions suspectes lors d'un envoi d'armes s'appuient sur les instruments juridiques internationaux suivants qui ont été ratifiés :

- Convention européenne sur le contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes à feu par des particuliers (Ur. 1. RS–MP, n° 10/2000 du 21 avril 2000);
- Loi ratifiant la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Ur. 1. RS, n° 41/2004 du 22 avril 2004);
- Loi ratifiant le Protocole des Nations Unies contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, qui complète la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée (Ur. 1. RS–MP n° 15/04);

et sur les documents signés ou contraignants sur le plan politique :

- Document de l'OSCE sur les armes légères, adopté à la trois cent huitième réunion des États membres de l'OSCE, le 24 novembre 2000;
- Déclaration commune relative à la responsabilité dans les transferts d'armes et Déclaration concernant l'harmonisation des certificats d'utilisation, Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, Sofia, 15 décembre 1999; et
- Programme d'action des Nations Unies visant à prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, adopté lors de la conférence des Nations Unies tenue à New York en juillet 2001.

En République de Slovénie, le contrôle des exportations d'armes et d'équipements militaires est effectué de manière coordonnée par les autorités délivrant les autorisations d'exportation, les services de contrôle et les services de renseignement. La coordination est assurée par une commission d'experts en la matière composée de représentants de ces divers services, dont la police et les services douaniers, l'Agence de renseignement et de sécurité et le Service du renseignement et de la sécurité. La commission donne son avis avant la délivrance de toute autorisation d'exportation d'armes et d'équipements militaires. En outre, elle coordonne les activités et l'échange d'informations entre les autorités qui délivrent les autorisations d'exportation, les services de renseignement et les autorités de contrôle pour ce qui est des sources, des voies d'acheminement et des méthodes que peuvent utiliser les négociants en armes.

Est-il nécessaire de déposer, d'enregistrer ou de vérifier la déclaration de marchandises et les pièces justificatives concernant des armes à feu avant l'importation, l'exportation ou le transit, et d'encourager les importateurs, les exportateurs ou des tiers à fournir des informations aux douanes avant l'expédition? Veuillez décrire les mécanismes éventuellement utilisés pour

vérifier l'authenticité du permis ou de l'approbation des documents pour l'importation, l'exportation ou le transit d'armes à feu.

Le rôle des services douaniers dans les procédures d'importation, d'exportation et de transit portant sur des armes et équipements militaires, des armes à usage civil et des explosifs, est très clairement défini et revêt une importance particulière. Après que la déclaration en douane – qui doit être déposée afin que l'une des procédures (importation, exportation, transit) puisse être appliquée aux marchandises en question – a été reçue, le service douanier compétent détermine toutes les conditions à remplir pour qu'elle soit acceptée, conformément à la législation douanière. Il est important que cette déclaration soit déposée par l'intéressé, établie en bonne et due forme et dûment complétée et qu'elle soit accompagnée de tous les documents requis, lesquels devront avoir été délivrés par les autorités compétentes, être authentiques et contenir toutes les informations nécessaires aux fins de la procédure demandée.

Si les dispositions douanières l'exigent, l'identité des marchandises est vérifiée au moyen des mesures prévues à cet égard. Conformément à la réglementation douanière, des échantillons peuvent être prélevés et soumis à un examen approfondi de la Direction générale des douanes. Ces procédures font partie du traitement habituel du trafic de marchandises aux points de passage des frontières et dans les services administratifs internes. Les voyageurs qui passent la frontière avec des armes destinées à leur usage personnel, en particulier des armes de chasse et de sport, sont soumis aux mêmes procédures.

Le contrôle, effectué par les services des douanes, en coopération avec les autorités compétentes (la police), vise à déceler des irrégularités et des infractions éventuelles qui seront qualifiées de délits mineurs ou d'infractions pénales selon les cas. La saisie de marchandises et/ou de moyens de transport ou de livraison n'est pas exclue.

- Outre les vérifications indiquées ci-dessus, le Service des douanes procède aussi régulièrement, en application de la loi sur le Service des douanes (Ur. 1. RS, n° 103/04 – texte officiel unifié) à des contrôles et inspections ultérieurs dans les entreprises et les organisations et chez les particuliers détenteurs de permis de fabrication et de commerce d'armes et d'équipements.

La loi portant modification de la loi sur les armes qui a été adoptée en 2004 (Ur. 1. RS, n° 73/04), régit et harmonise le commerce des armes au passage des frontières nationales.

De ce fait, les dispositions des articles 34 à 42 et 44 à 46, des paragraphes 2 et 3 du paragraphe 1 de l'article 58 (points 6 et 7), du paragraphe 1 (points 13 et 14) et du paragraphe 2 de l'article 59 de la loi sur le contrôle aux frontières (Ur. 1. RS, n° 1/91) ne s'appliquent plus.

En vertu de la législation applicable, la police exige que les transporteurs qui transfèrent des armes, des pièces d'armes et des munitions à travers les frontières nationales présentent l'original du permis d'importation, d'exportation ou de transit. Aucun transfert d'armes, d'éléments d'armes ou de munitions n'est autorisé sur présentation de copies du permis.

Le Ministère de l'intérieur délivre le permis d'importation, d'exportation ou de transit d'armes après avoir demandé l'avis du Ministère des affaires étrangères et du Ministère de la défense (art. 71e) de la loi sur les armes).

La demande de permis d'importation, d'exportation ou de transit doit contenir les informations ci-après :

- Nom et siège social de la personne morale ou du propriétaire indépendant;
- Numéro d'identification de la personne morale ou du propriétaire indépendant;
- Quantité d'armes;
- Type, marque, marquage et calibre des armes;
- Nom du fabricant;
- Catégorie des armes déterminée conformément à l'article 3 de la loi sur les armes;
- Nom et adresse du vendeur ou de l'expéditeur et nom et adresse de l'acheteur ou du destinataire;
- But de l'importation ou de l'exportation;
- Modes de transport;
- Nom complet du chauffeur et marque et numéro d'immatriculation du véhicule;
- Date de l'importation, de l'exportation ou du transit;
- Point de passage à l'entrée ou à la sortie du territoire et itinéraire;
- Permis d'importation ou de transit délivré par le pays vers lequel les armes sont exportées et par lequel elles transitent.

Les particuliers sont tenus de faire entrer ou sortir les armes au point de passage de la frontière indiqué sur le permis et doivent, lorsqu'ils traversent la frontière, déclarer immédiatement leurs armes à la police des frontières et fournir les informations permettant de les identifier.

Aux termes de la réglementation slovène, les fabricants, les négociants ou les transporteurs doivent, trois jours au moins avant l'importation, l'exportation ou le transit des marchandises, signaler la transaction au service qui a délivré le permis, à la police et aux douanes. Lors du contrôle de l'importation, de l'exportation ou du transit, le négociant, le fabricant ou le transporteur doit présenter un permis et une déclaration de marchandises, ainsi que les documents relatifs aux marchandises. Le service effectuant le contrôle peut vérifier l'identité des marchandises décrites sur le permis avec celles qui font l'objet de la transaction. Dans un délai de huit jours après l'importation, l'exportation ou le transit, le fabricant, le négociant ou le transporteur est tenu de notifier la transaction au service qui a délivré le permis. Ce dernier vérifie et enregistre les expéditions et les livraisons conformes aux indications figurant sur le permis, et avise les autorités chargées du contrôle.

La Slovénie a-t-elle mis en œuvre, en application du principe d'évaluation des risques, des mesures de sécurité particulières relatives à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes à feu, par exemple en procédant à des vérifications du stockage temporaire, de l'entreposage et des moyens de

transport de telles armes? Les personnes participant à ces opérations doivent-elles se soumettre à un contrôle de sécurité? Dans l'affirmative, veuillez donner des précisions.

En Slovénie, le contrôle de l'importation, de l'exportation et du transit des armes est effectué par les fonctionnaires de l'Inspection des affaires intérieures qui sont dotés de pouvoirs particuliers – les inspecteurs des armements (ci-après dénommés « les inspecteurs »).

Les inspecteurs ne sont soumis à aucune influence extérieure lorsqu'ils supervisent les inspections, rendent des décisions et des décisions administratives et ordonnent d'autres mesures dans les limites de leur compétence. Pour s'acquitter de leurs fonctions, ils peuvent demander l'assistance de la police, des douanes et d'autres services d'inspection.

Les inspecteurs supervisent l'application des dispositions de la loi sur les armes aux personnes morales et aux entrepreneurs indépendants qui détiennent des armes, en font le commerce ou pratiquent le tir à titre d'activité sportive, en exécutant les tâches suivantes :

- Vérifier les aspects relatifs à la catégorie des armes;
- Vérifier que les conditions générales relatives à la détention ou au commerce des armes ou aux activités de tir exigées par la loi sont remplies;
- Vérifier que les locaux commerciaux servant au commerce des armes sont adaptés à cette utilisation;
- Inspecter les entrepôts d'armes et de munitions et les autres endroits où sont stockées des armes et des munitions;
- Vérifier l'identité des personnes autorisées et des personnes qui manipulent les armes et s'assurer qu'elles satisfont aux conditions prévues par la loi;
- Procéder à une inspection des dossiers et autres documents exigés des acheteurs d'armes et de munitions et des autres personnes auxquelles sont confiées des armes;
- Superviser les inspections en coopérant avec les pouvoirs publics et les administrations ainsi qu'avec les organismes détenteurs de l'autorité publique.

Les personnes morales et les entrepreneurs indépendants qui détiennent des armes, exercent une activité liée au commerce des armes ou aux activités de tir et leurs agents agréés, les personnes à qui des armes sont confiées ou les personnes qui manipulent des armes dans le cadre de leur travail doivent laisser toute la liberté aux inspecteurs pour l'exécution de leur mission.

Le ministre responsable des affaires intérieures réglemente le déroulement de l'inspection. Les dispositions de la loi sur la supervision de l'inspection et de la loi sur la procédure administrative générale s'appliquent aux inspecteurs et aux modalités de la supervision de l'inspection sauf si la loi en dispose autrement (art. 80 de la loi sur les armes).

Les inspecteurs ne sont pas soumis à un contrôle de sécurité mais doivent toutefois passer des examens spéciaux portant sur leurs pouvoirs, la procédure administrative, etc.

Conformément aux principes de l'évaluation des risques, la Slovénie applique des mesures de sécurité à l'importation, à l'exportation et au commerce des armes et surveille les expéditions en les soumettant notamment à des contrôles de sécurité.

Pour l'importation, l'exportation ou le transit d'armes par le territoire slovène et en cas de transactions à caractère confidentiel, toutes les personnes et entreprises concernées doivent subir un contrôle de sécurité conformément à la loi sur les informations couvertes par le secret défense (Ur. l. RS, n° 135/03 – texte officiel unifié). Les articles 22 à 25 de cette loi décrivent une procédure détaillée de contrôle de sécurité pour les personnes; l'article 35 indique les conditions à remplir par les entreprises pour obtenir un certificat attestant qu'elles ont satisfait au contrôle de sécurité.

Dans le cadre de l'application générale du principe d'évaluation des risques par la Direction générale des douanes, des profils de risque sont élaborés sur la base des informations recueillies, puis introduits dans le système d'information des douanes sous forme d'instructions demandant aux fonctionnaires d'effectuer une vérification plus approfondie des documents et des marchandises lors de l'exécution d'une procédure donnée.

C) Courtage

La législation en vigueur exige-t-elle que les noms et adresses des courtiers intervenant dans une transaction d'armes soient indiqués sur les licences ou autorisations d'importation et d'exportation, ou sur toute autre pièce justificative?

Toutes les entités slovènes faisant le commerce d'armes sont tenues d'obtenir un permis à cet effet. On entend par commerce d'armes l'achat d'armes, de munitions et de pièces d'armes, puis la vente de gros et de détail, l'intervention de courtiers pour l'achat et la vente, l'entreposage et l'entretien des armes. Les mêmes conditions s'appliquent au courtage, qu'il s'agisse d'importation, d'exportation ou de transit.

En cas de soupçon d'activité illicite, la police peut demander des informations au sujet d'un permis; elle protège les informations ainsi obtenues conformément à la loi sur la protection des données personnelles et à la loi sur la police (Ur. l. RS, n° 102/04 – texte officiel unifié et n° 14/05 – modification du texte officiel unifié).

La réglementation nationale exige que les sociétés de courtage slovènes détiennent un permis adéquat, lequel est obtenu sur communication des noms et adresses des courtiers. Pour la délivrance des permis d'importation et d'exportation, il est obligatoire de fournir les noms et adresses des courtiers et une attestation d'inscription des courtiers dans les États où ils exercent leur activité ou dans lesquels ils sont enregistrés.

Existe-t-il des dispositions légales permettant l'échange de renseignements pertinents avec des homologues étrangers pour prévenir l'expédition illicite d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, ainsi que d'explosifs et de leurs précurseurs?

En cas de soupçon d'activité illicite, la police slovène procède à des vérifications auprès d'Interpol et d'Europol. La coopération policière au niveau

international n'est pas limitée; tout transfert de données personnelles hors du pays doit être dûment enregistré et justifié en droit.

L'échange d'informations entre les organismes de sécurité et les services du renseignement au sujet de l'expédition d'armes, d'armes de destruction massive ou de matériel analogue est presque toujours défini dans les accords de sécurité signés par les États au niveau bilatéral, ce qui garantit que les données importantes ne seront pas communiquées à des tiers. La Slovénie échange des données de ce type avec l'OTAN et l'Union européenne sur la base d'accords de sécurité signés et ratifiés. Elle a aussi conclu un accord avec les États-Unis d'Amérique, qui a été signé en 1996 et est entré en vigueur en 1997.

D) Application de la législation/trafic illicite

Le Comité a noté que l'article 9 de la loi relative aux étrangers, mentionné à la page 12 du premier rapport, prévoit que l'entrée dans le pays peut être refusée à un étranger s'il y a des raisons de suspecter que sa présence est liée à des activités illégales. Il aimerait toutefois savoir quelles autres mesures particulières sont prises par la Slovénie pour prévenir et éliminer le commerce illicite des armes à feu, munitions et explosifs qui peuvent être utilisés par des terroristes?

Lorsqu'elle enquête sur des infractions pénales et rassemble des éléments de preuve, la police peut avoir recours à des mesures de surveillance non divulguées (voir la réponse 10.1). La police emploie aussi les méthodes classiques, notamment la coopération internationale avec d'autres services de police, le contrôle des véhicules, des bagages et des personnes aux frontières, le contrôle des voyageurs et des bagages à l'intérieur du pays, s'il existe des raisons de suspecter qu'une infraction pénale a été commise. Pour ce qui est des procédures policières et judiciaires, la législation slovène n'établit pas de distinction entre les infractions « classiques » et les infractions « terroristes »; les procédures judiciaires et policières sont identiques dans les deux cas.

Le Comité aimerait recevoir un rapport d'étape sur les modifications qui ont été apportées à la loi slovène sur les armes pour la mettre en conformité avec la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, comme il est indiqué à la page 7 du rapport de la Slovénie soumis en application de la résolution 1455 (2003), à laquelle il est fait référence à la page 10 du troisième rapport au Comité.

La loi sur les armes a été totalement harmonisée avec les instruments juridiques internationaux susmentionnés, en 2001.

Sur la base de sources internationales, l'article 310 du Code de procédure pénale de la République de Slovénie, traitant de la fabrication et de la vente illicites d'armes ou d'explosifs, a été modifié en 2004. Le « courtage » des transactions portant sur des armes est également considéré comme infraction pénale. Les instruments juridiques internationaux ratifiés par la Slovénie (Protocole à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et la Convention européenne sur le contrôle de l'acquisition et de la détention d'armes à feu par des particuliers) font partie de l'ordre juridique slovène et, de ce fait, leurs dispositions n'ont pas été incluses dans la loi sur les armes.

1.15 Dans l'alinéa e) du paragraphe 2 de la résolution, il est demandé à tous les États Membres d'adopter des dispositions nationales leur permettant de se tenir prêts à coopérer avec d'autres États et à examiner sans attendre les demandes de coopération. Le Comité note que le Code de procédure pénale de Slovénie consacre un chapitre spécial à l'extradition (art. 521 à 536) et aux procédures individuelles, comme il est expliqué à la page 11 du premier rapport. Il prend note également des dispositions intérieures qui ont été prises par la Slovénie dans le domaine de l'entraide judiciaire internationale en matière pénale, comme indiqué à la page 11 du premier rapport. Le Comité aimerait aussi recevoir une description et une explication analogues des dispositions qui régissent le gel des comptes et avoirs d'origine illicite et/ou d'origine licite que l'on soupçonne d'être utilisés pour commettre des actes terroristes, en réponse à la demande d'un État étranger. En outre, veuillez préciser au Comité s'il existe des situations dans lesquelles le Bureau slovène pour la prévention du blanchiment d'argent peut jouer un rôle à cet égard.

Le paragraphe 1 de l'article 515 du Code de procédure pénale stipule que les demandes d'entraide judiciaire reçues d'un autre État doivent être transmises par la voie diplomatique. Le paragraphe 2 de ce même article stipule, à propos du Bureau pour la prévention du blanchiment d'argent auquel est adressée la demande d'information supplémentaire que, dans les cas urgents et sous condition de réciprocité, les demandes d'entraide judiciaire en cas d'infractions pénales portant sur le blanchiment d'argent ou commises en liaison avec une infraction pénale de blanchiment d'argent (par exemple infraction pénale principale) peuvent aussi être adressées à l'organisme responsable de la prévention du blanchiment d'argent.

En vertu de l'article 16 de la loi sur la prévention du blanchiment d'argent, le Bureau slovène pour la prévention du blanchiment d'argent est autorisé à émettre un ordre écrit afin de différer une transaction de 72 heures au maximum; il en informe alors les organes compétents (police, Bureau du Procureur général). Le Bureau ne peut user ainsi de ses pouvoirs que dans les cas où il existe des raisons justifiées de suspecter un blanchiment d'argent, ce qui signifie que la police et le Bureau du Procureur général engageront probablement une procédure préalable (procédure policière, enquête, instruction, etc.). Le Bureau peut aussi user de ses pouvoirs pour différer temporairement une transaction dans les affaires concernant le blanchiment d'argent provenant du financement du terrorisme ou d'autres actes terroristes. L'amendement de la loi sur la prévention du blanchiment d'argent lui donnera aussi le pouvoir de bloquer (pendant 72 heures) les transactions liées uniquement au financement du terrorisme ou à des organisations terroristes.

S'agissant de la saisie d'argent et de biens, le Bureau est désigné, en vertu de la loi ratifiant la Convention du Conseil de l'Europe relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime (Ur. l. RS-MP, n° 11/97 et 8/98), comme l'autorité centrale qui reçoit et transmet les demandes internationales.

1.16 Le Comité tient à souligner qu'il aimerait recevoir, avec la réponse de la Slovénie aux points soulevés dans les paragraphes précédents, des copies de tout rapport ou questionnaire présenté à d'autres organisations qui participent au contrôle des normes internationales, ainsi que des précisions sur ce qui est fait pour appliquer les bonnes pratiques, les codes et les normes internationales qui concernent l'application de cette résolution.

La République de Slovénie a récemment répondu aux questionnaires de l'Union européenne, du Conseil de l'Europe et d'autres organisations internationales. Les organisations en question ayant classé secrets tous ces rapports, la Slovénie ne peut les communiquer sans avoir reçu leur consentement préalable.
